



TERRE
SOLIDAIRE
Soyons les forces du changement

Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement - Terre Solidaire

RAPPORT FINANCIER 2018

Exercice du 1/01/2018 au 31/12/2018

Approuvé par l'Assemblée Générale du 18 mai 2019

CCFD - Terre Solidaire

Association régie par la Loi du 1^{er} Juillet 1901

4, Rue Jean Lantier

75001 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2018

A l'assemblée générale de l'association CCFD - Terre Solidaire

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association CCFD - Terre Solidaire relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil

d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 17 mai 2019

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'JC Marty', written over a faint circular stamp.

Jean-Claude MARTY

Sommaire

RAPPORT FINANCIER.....	10
Faits marquants de l'exercice.....	10
1- Baisse de la collecte issus de la générosité du public	10
2- Une gouvernance qui évolue	10
3- Démarrage du projet TAPSA	10
4- Un Comité des placements financiers propose et met en place une nouvelle stratégie de placement pour la trésorerie disponible	11
5- Lancement du projet Challenge.....	11
6- Deux projets d'urgence en fin d'année	11
BILAN – PASSIF	12-13
I. Le bilan	14
1. Actif du bilan	14
1.1 Immobilisations incorporelles et corporelles	14
1.2 Immobilisations financières	15
1.3 Actif circulant : stocks, créances et disponibilités	15
2. Passif du bilan.....	17
2.1 Fonds propres.....	17
2.2 Passif circulant	17
3. Fonds de roulement	18
4. Hors bilan.....	19
4.1 Indemnités de Départ à la Retraite	19
4.2 Legs reçus	19
II. Le compte de résultat	20
1. Produits d'exploitation.....	21
1.1 Les produits de la générosité du public	21
1.2 Cofinancements et subventions	22
1.3 Autres ressources.....	22
1.4 Reprises sur amortissements, provisions et transferts de charge.....	23
1.5 Reprise de ressources affectées.....	23
2. Charges d'exploitation.....	23
2.1 Achats nets de marchandise.....	23
2.2 Autres achats et charges externes.....	23
2.3 Frais de personnel.....	24
2.4 Subventions accordées	25
3. Résultats financier et exceptionnel.....	26
III. Le CER – Compte d'Emploi des Ressources	27
1. Construction du CER.....	30
2. Ressources.....	30
2.1 Ressources issues de la générosité du public	30
2.2 Autres produits	31
3. Ressources affectées aux missions	31
3.1 Partenariat international	31
3.2 Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale (ECSI).....	31
3.3 Plaidoyer	31
3. 4 Masse salariale.....	32
3. 5 Répartition des emplois courants hors retraitement.....	33
4. Ressources affectées aux autres dépenses.....	33
4.1 Frais d'appel à la Générosité du Public.....	33
4.2 Frais de fonctionnement	34
5. Affectation des ressources issues de la générosité du public hors valorisation du bénévolat.	34

IV. Autres informations	35
1. Effectifs du CCFD–Terre Solidaire.....	35
2. Bénévolat.....	35
3. Affectation des ressources issues de la générosité du public en incluant l'apport du bénévolat.....	36
V. Résolutions	37
ANNEXES COMPTABLES	38

RAPPORT FINANCIER

Faits marquants de l'exercice

1 – Baisse de la collecte issue de la générosité du public

Comme de nombreuses associations, le CCFD-Terre Solidaire a également constaté et enregistré une baisse de la collecte issue de la générosité du public (-5,3 % par rapport à 2017). Cette baisse est à nuancer : elle s'explique en partie par quelques éléments conjoncturels. Le CCFD-Terre Solidaire a bien résisté et a une fois de plus pu compter sur la grande générosité de ses fidèles donateurs.

La baisse des ressources issues de la générosité du public s'explique principalement par :

- la baisse de -4 % des dons manuels non affectés, qui a partiellement été compensé par la hausse des dons manuels affectés.
- la baisse des libéralités de -18 % principalement due à la baisse des assurances-vie reçues en 2018. Il est à noter cependant que de nombreux dossiers de legs ont été reçus en 2018 et ont permis d'augmenter le stock de legs en fin d'année.
- la forte baisse du partage issue de l'épargne solidaire de -38 %. L'évolution volatile et défavorable des marchés financiers en 2018 n'a pas permis au Fond Commun de Placement "Faim et Développement" de partager du résultat financier en 2018. En 2017 ce FCP avait contribué à hauteur de 310 K€.

2 - Une gouvernance qui évolue

Le Forum - Assemblée générale extraordinaire du 10 au 13 Mai 2018 a adopté les nouveaux statuts de l'Association.

L'Assemblée générale du 8-9 décembre a adopté le nouveau Règlement intérieur. La mise à jour du règlement intérieur de l'Association vient compléter le travail fait sur la rénovation des statuts. Le règlement intérieur apporte une déclinaison opérationnelle.

A l'automne des Assemblées régionales se sont tenues et ont désignés les représentants qui participeront aux Assemblées générales de l'Association, une fois les nouveaux statuts validés par le ministère de tutelle.

3- Démarrage du projet TAPSA

Le projet « Transition vers une Agroécologie Paysanne au Service de la Souveraineté Alimentaire » (TAPSA) a démarré en avril 2018. Ce projet a pour objectif de soutenir au sein de différents territoires, une dynamique de mobilisation et de renforcement des sociétés civiles engagées pour une transition vers une agroécologie paysanne afin de contribuer à la souveraineté alimentaire. C'est un projet en partenariat avec la SIDI qui va durer 4 ans d'avril 2018 à avril 2022. Il implique 30 partenaires dans 6 zones géographiques, principalement au Sahel, Grands Lacs, les pays Andins et le Timor. Le bailleur principal est l'AFD (Agence Française de Développement). La convention de partenariat conventionnelle entre l'AFD et le CCFD-Terre Solidaire pour le projet TAPSA a été signée le 6 mars 2019.

4- Un Comité des placements financiers propose et met en place une nouvelle stratégie de placement pour la trésorerie disponible.

En 2017 le CCFD-Terre Solidaire a mis en place sur recommandation de la cellule audit interne un Comité des placements financiers réunissant des bénévoles experts, le Trésorier National et le Directeur administratif et financier. Après plusieurs réunions le Comité a défini et présenté au Conseil d'Administration (CA) une nouvelle stratégie de placement pour la trésorerie disponible de l'Association. Cette stratégie se veut plus sécuritaire et plus diversifiée.

Une fois la stratégie validée par le CA, des arbitrages ont été réalisés sur le portefeuille en 2018 et se poursuivront en 2019. La pertinence de cette stratégie se voit renforcée par la grande volatilité des marchés observée en particulier en fin d'année 2018, qui a nécessité de faire des provisions pour moins-value sur certaines lignes du portefeuille au 31 décembre 2018. L'évolution des marchés financiers en début 2019 permet d'envisager de faire des reprises de provisions.

5- Lancement du projet Challenge

Le projet dit « Challenge » est un projet de migration de bases de données donateurs, contacts et bénévoles, stratégique pour le CCFD-Terre Solidaire.

Il s'agit de doter l'Association de solutions techniques permettant de répondre aux besoins des métiers concernés en matière de développement des ressources, d'élargissement de la base sociale et de faire entrer l'Association dans la nécessaire digitalisation des processus de travail.

Le Comité d'Entreprise du 17 janvier 2018 a été informé et consulté et le Conseil d'Administration a validé le projet.

Un appel d'offre a ensuite permis de choisir le logiciel et le prestataire de service qui va nous aider à mettre en œuvre le projet. Le déploiement du projet se fait en deux lots : lot 1 « gestion des bénévoles » et lot 2 « gestion des donateurs ».

Les premiers ateliers des spécifications pour le lot 1 ont été réalisés au 4^{ème} trimestre. Le Lot 1 devrait être opérationnel au deuxième semestre 2019.

Les ateliers de spécification du lot 2 commencé en 2018 seront poursuivis en 2019 pour une mise en production en 2020.

6- Deux projets d'urgence en fin d'année

Un appel à dons spécial a été lancé en octobre 2018 pour venir en aide à nos partenaires qui travaillent auprès des communautés de pêcheurs à Palu en Indonésie. Ces communautés ont été durement touchées par un tsunami. Cet appel à dons a permis de collecter 228 886 €.

Face au drame vécu par les populations vulnérables réfugiées notamment au Liban et suite à l'appel de nos partenaires pour renforcer l'aide à ces populations avec l'arrivée de l'hiver, nous avons sollicité le Fonds d'Urgence du Ministère des Affaires Etrangères. La mobilisation des équipes a permis de déposer en un temps record le dossier et de recevoir quasiment dans la semaine qui suit un virement de 705 305€.

BILAN – ACTIF

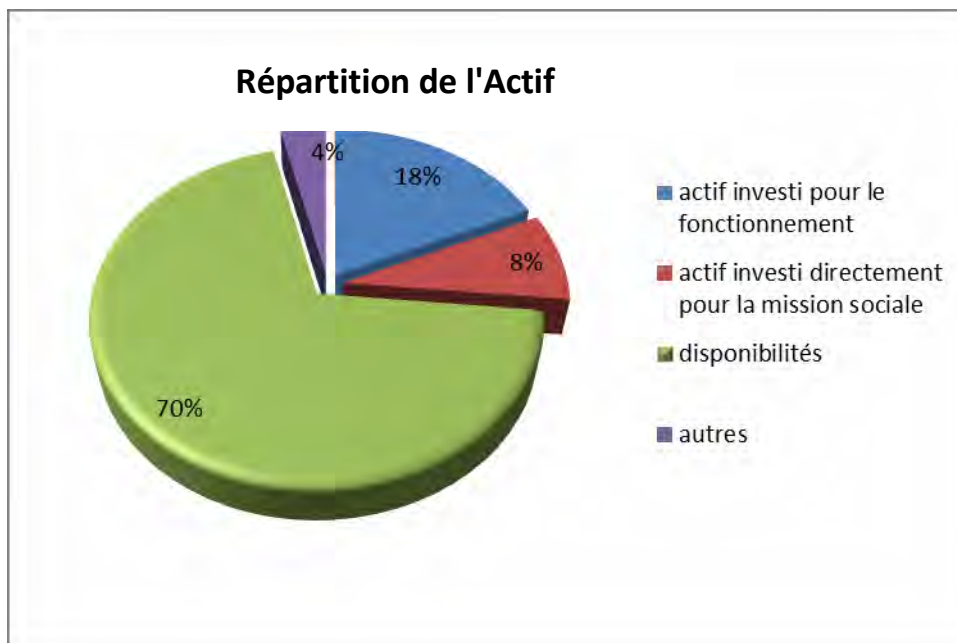
RUBRIQUES	Ref. Annexes	Brut	Amort. et provisions	Net au 31/12/2018	Net au 31/12/2017
Concessions, brevets et droits similaires	II.1	1 657 707	1 618 239	39 468	67 729
Avances et acomptes sur immobilisations incorp.	II.1	151 652		151 652	0
Total des immobilisations incorporelles		1 809 359	1 618 239	191 120	67 729
Terrains	II.2.1	602 479		602 479	602 479
Constructions	II.2.1	12 633 553	5 553 453	7 080 101	7 432 349
Installations techniques, matériel et outillage	II.2.2	132 176	114 108	18 067	27 185
Autres immobilisations corporelles	II.2.2	2 172 703	2 079 322	93 381	152 009
Avances et acomptes sur immobilisations corp.				0	0
Total des immobilisations corporelles		15 540 911	7 746 883	7 794 028	8 214 022
Participations	II.3	2 581 434	30 011	2 551 422	2 473 902
Créances rattachées à des participations	II.4	4 955	4 955	0	0
Prêts	II.5	304 700		304 700	142 410
Autres immobilisations financières		23 604		23 604	20 604
Total des immobilisations financières		2 914 692	34 966	2 879 726	2 636 916
ACTIFIMMOBILISE		20 264 962	9 400 088	10 864 873	10 918 667
Stocks de marchandise		14 121	7 304	6 817	17 077
Total des stocks et en-cours		14 121	7 304	6 817	17 077
Créances clients et comptes rattachés		53 443		53 443	83 165
Autres créances	II.6/7	2 216 711	18 931	2 197 781	2 427 514
Total des créances		2 270 154	18 931	2 251 223	2 510 679
Valeurs mobilières de placement	II.8/9	18 635 106	425 005	18 210 101	20 169 578
Disponibilités		12 431 065		12 431 065	9 575 982
Charges constatées d'avance	II.10	141 576		141 576	145 420
Total disponibilités et divers		31 207 747	425 005	30 782 741	29 890 980
ACTIFCIRCULANT		33 492 022	451 240	33 040 782	32 418 736
Ecart de conversion actif		0		0	893
TOTAL ACTIF		53 756 984	9 851 328	43 905 655	43 338 295

BILAN – PASSIF

RUBRIQUES	Ref. Annexes	Net au 31/12/2018	Net au 31/12/2017
Fonds propres associatifs			
Ecart de réévaluation des immeubles		1 556 840	1 556 840
Fonds associatifs sans droit de reprise		7 561 973	7 461 973
Ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées		15 672 424	14 795 633
Report à nouveau		4 063 852	4 154 052
Résultat de l'exercice		-288 530	886 591
Total des fonds propres	III.1	28 566 558	28 855 089
Provisions pour risques et charges			
Provisions pour risques et charges		513 088	526 815
Total des provisions pour risques et charges		513 088	526 815
Ressources dédiées par le donateur			
Ressources dédiées par le donateur		1 115 987	1 501 475
Total des fonds dédiés	III.2	1 115 987	1 501 475
Emprunts et dettes financières divers			
Emprunts et dettes financières divers		1 600	1 600
Total des dettes financières		1 600	1 600
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	III.3	2 073 423	2 152 123
Dettes fiscales et sociales			
Dettes fiscales et sociales	III.4	1 651 180	1 675 646
Autres dettes			
Autres dettes	III.5/6	9 970 984	8 624 549
Total des dettes diverses		13 695 587	12 452 318
Produits constatés d'avance		12 834	1 000
Ecart de conversion passif			
Ecart de conversion passif		0	0
TOTAL PASSIF		43 905 655	43 338 295

I. Le bilan

1. Actif du bilan



1.1 Immobilisations incorporelles et corporelles

Les points clés

Les immobilisations incorporelles et corporelles représentent les investissements nécessaires à l'activité du CCFD–Terre Solidaire.

- Les immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles correspondent pour l'essentiel à des acquisitions ou des développements de logiciels utiles à la bonne gestion de l'Association.

En 2018 un nouveau logiciel de paie et de gestion du temps a été mis en place et est opérationnel depuis la paie de janvier 2019. Ce nouveau logiciel plus ergonomique permet de répondre aux nouvelles dispositions légales, dont notamment le prélèvement à la source. Les coûts du logiciel et les coûts de développement associés sont comptabilisés en immobilisation en cours.

Le projet Challenge lancé en 2017 et qui a pour objectif de mettre en œuvre un nouveau progiciel de gestion des donateurs et des bénévoles est entré dans sa phase concrète de développement avec le prestataire de service sélectionné après appel d'offre. Les coûts associés sont comptabilisés en immobilisation en cours jusqu'à la mise en production effective du nouveau logiciel.

- Le patrimoine immobilier du CCFD–Terre Solidaire

Le CCFD–Terre Solidaire est propriétaire, pour les besoins de son activité, des biens immobiliers du Siège 4-6-8 rue Jean Lantier à Paris 01, du 12 rue Guy de la Brosse à Paris 05, de l'espace rencontre à Lourdes et des espaces accueil des délégations de Strasbourg et de Nantes.

Quelques travaux d'aménagement de bureaux ont été réalisés au siège en 2018. Il n'y a pas eu d'autres travaux significatifs cette année.

- Les autres immobilisations corporelles

Les « autres immobilisations corporelles » correspondent pour l'essentiel aux matériels informatiques (ordinateurs et serveurs) des délégations diocésaines et du siège, ainsi qu'aux matériels audiovisuels et aux mobiliers de bureau. Les investissements réalisés en 2018 correspondent principalement au renouvellement des équipements informatiques devenus obsolètes.

1.2 Immobilisations financières

Les points clés

Les immobilisations financières traduisent l'engagement du CCFD-Terre Solidaire dans le soutien à des partenaires ou des alliés. Il est important de souligner cet engagement, directement en lien avec la mission sociale, visible seulement au bilan puisqu'il est de l'ordre du prêt ou de l'investissement ou même, dans l'actif circulant, du compte courant.

Une importante partie de ces immobilisations est investie dans la SIDI, filiale du CCFD-Terre Solidaire spécialisée dans le soutien à la microfinance et aux organisations de producteurs dans le sud sous la forme de prise de participations, de garanties financières et ou de prêts. Ces actions sont complémentaires aux missions du CCFD-Terre Solidaire. La SIDI est une société en commandite par actions à capital variable. L'augmentation, au cours d'une année, du nombre de parts détenues par le CCFD-Terre Solidaire est due à des donations ou des legs d'actions de la SIDI reçus.

Au travers des titres de participations, des prêts et des comptes courants 8% de l'actif du CCFD-Terre Solidaire est ainsi investi en lien direct avec sa mission sociale.

L'essentiel des participations détenu par le CCFD-Terre Solidaire est constitué des parts du capital SIDI pour un montant de 2 489 304€ (Voir aussi annexe II.3).

1.3 Actif circulant : stocks, créances et disponibilités

La totalité des chèques non encaissés au 31 décembre, correspondants aux dons de l'exercice, sont comptabilisés depuis 2016 dans les disponibilités.

- Les stocks

Les stocks sont ordinairement principalement constitués des produits – issus du commerce équitable – vendus par la boutique solidaire du CCFD-Terre Solidaire. Cette activité est un des volets de sa mission d'éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale.

- Les autres créances

Elles comportent l'ensemble des avances pour notes de frais, des avoirs et acomptes auprès des fournisseurs ainsi que les crédits de TVA.

Les trois postes importants des "autres créances" sont :

- les comptes courants 741 759 €, dont principalement :
 - o le Fonds d'Incitation au Développement (FID) à la SIDI pour 515 262 €,
 - o le compte courant avec la Fondation « Terre Solidaire » pour 216 403 €,
- les produits à recevoir 658 650 €, dont principalement 295 000 € à recevoir de la Fondation « Terre Solidaire » pour les projets du CCFD-Terre Solidaire qu'elle a décidé de financer,
- dons et legs à recevoir et en cours pour 239 886 €.

▪ Les disponibilités et valeurs mobilières de placements

Les disponibilités comprennent l'ensemble des soldes des comptes bancaires du siège ou des délégations diocésaines ainsi que les placements en comptes à terme ou en livrets.

Les valeurs mobilières de placement sont constituées de placement de trésorerie. (voir aussi l'Annexe point II 8). L'annexe détaille les changements intervenus en matière de gouvernance et de la gestion des placements financiers, l'évolution des marchés en 2018, l'état du portefeuille au 31/12/2018 et les opérations qui ont été réalisées en 2018.

Les disponibilités et les valeurs mobilières de placement représentent 70% de l'actif : leur montant couvre 2,3 fois celui des dettes.

▪ Les charges constatées d'avance

Elles recouvrent principalement des charges d'élaboration et d'impression des mailings du début de l'année 2019, payées à la fin de l'année 2018.

2. Passif du bilan

2.1 Fonds propres

Suite à la réorganisation des lignes de réserves à l'issue de la clôture des comptes 2009, réorganisation permettant de visualiser la part de la générosité du public non utilisée telle qu'elle se présente dans le CER, les fonds propres se présentent comme suit :

Fonds propres	Au 01/01/2018	Affectation résultat 2017	Au 31/12/2018 après affectation du résultat 2017
Ecart de réévaluation libre	1 556 840		1 556 840
Fonds associatifs sans droit de reprise			
Fonds associatifs sans droit de reprise	7 461 973	100 000	7 561 973
Ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées	14 795 633	876 791	15 672 424
Report à nouveau	4 154 052	-90 200	4 063 852
Résultat de l'année	886 591	-886 591	-288 530
Total	28 855 089	0	28 566 559

Le résultat excédentaire de 886 591 € de 2017 a amené le Conseil d'administration à revoir le budget 2018 et de valider des dépenses supplémentaires par rapport au budget à l'origine construit à l'équilibre. L'AG de mai 2018 a validé le budget 2018 et ses dépenses supplémentaires engendrant un déficit prévisionnel de -447 000 €.

L'année 2018 se termine par un déficit de -288 530 €, soit un résultat meilleur que la prévision validée par l'AG.

Avec ce résultat les fonds propres représentent 8,6 mois de charges d'exploitation du CCFD-Terre Solidaire contre 8,9 mois en 2017. Cette réserve est une sécurité pour le fonctionnement de l'Association, engagée dans la durée auprès de ses partenaires.

2.2 Passif circulant

- Les provisions pour risques et charges

Elles correspondent aux provisions passées au titre de la convention FID avec la SIDI pour l'année 2018 (513 088€).

- Les fonds dédiés

Les fonds dédiés correspondent à des ressources dédiées par des donateurs de façon particulière ou sur appel du CCFD-Terre Solidaire à des projets spécifiques.

Le détail de l'ensemble des ressources affectées est consultable à l'annexe au point III.3.

- Les dettes fournisseurs et comptes rattachés (voir à l'annexe III.4)

Ces dettes du CCFD-Terre Solidaire vis-à-vis de ses fournisseurs, sont principalement liées à l'élaboration et à la fabrication des campagnes de communication.

- Les dettes fiscales et sociales (voir à l'annexe III.4)

Elles comprennent principalement les provisions légales pour congés payés, avec les charges sociales correspondantes (761 609€) et l'URSSAF (487 751€).

- Les autres dettes

L'essentiel des autres dettes mentionnées au bilan est lié au partenariat international : ce sont des projets votés et engagés auprès des partenaires dont les versements n'ont pas encore été effectués au 31/12/2018.

3. Fonds de roulement

	2018	2017
Ressources stables		
Fonds propres	28 566 558	28 855 089
Fonds dédiés	1 115 987	1 501 475
Dettes financières	1 600	1 600
Total ressources stables	29 684 145	30 358 164
Emplois stables		
Actif immobilisé	10 864 873	10 918 667
Total emplois stables	10 864 873	10 918 667
Fonds de roulement	18 819 272	19 439 498

Le fonds de roulement s'élève à 18,8 M€ et représente 5,7 mois de charges d'exploitation, contre 6,0 mois en 2017.

4. Hors bilan

4.1 Indemnités de Départ à la Retraite

Ces Indemnités de Départ à la Retraite font l'objet d'un calcul actuariel à partir du nombre de salariés présents au 31/12/2018.

Le calcul s'applique à l'ensemble des salariés. L'engagement retraite du CCFD-Terre Solidaire au 31/12/2018 se monte à 540 080 €.

4.2 Legs reçus

	2018	2017	Var 2018/2017
Libéralités à recevoir	4 741 651	4 638 542	103 109
Libéralités soldés dans l'année	4 239 975	5 166 783	- 926 808
Total	8 981 626	9 805 325	- 823 699

Le montant des legs, assurances vie et donations réalisés en 2018 est de 4 239 975 €, en baisse de 926 808 € par rapport à 2017. La forte baisse en 2018 est principalement imputable au montant d'assurance-vie (1 278 010 €) collectée en 2018 plus faible qu'en 2017 (2 267 351 €).

Le stock de legs à recevoir au 31/12/2018 et accepté par le Conseil d'Administration s'élève à 4 741 651 €, en augmentation de 103 109 € par rapport à 2017.

II. Le compte de résultat

COMPTE DE RESULTAT

LIBELLE	2018	2017	2018/2017
Collectes	28 232 777	29 127 269	-3,1%
Legs - Donations - Assurances Vie	4 239 975	5 166 783	-17,9%
Subventions et cofinancements reçus	4 561 523	2 726 150	67,3%
Ventes de marchandises	80 153	99 701	-19,6%
Abonnements et autres	120 035	127 358	-5,7%
Autres produits	44 466	46 109	-3,6%
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges	682 855	769 415	-11,3%
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	1 722 633	1 142 757	50,7%
PRODUITS D'EXPLOITATION	39 684 419	39 205 541	1,2%
Achats de marchandises	39 275	65 369	-39,9%
Variation de stocks	12 674	-3 991	-417,6%
Autres achats et charges externes	9 172 356	9 082 471	1,0%
Impôts, taxes et versements assimilés	700 106	798 359	-12,3%
Salaires et traitements	6 804 420	6 939 108	-1,9%
Charges sociales	3 014 954	3 029 724	-0,5%
Autres charges de personnel	319 092	371 036	-14,0%
Subvention SIDI	1 011 553	1 243 592	-18,7%
Subventions et cofinancements versés	16 661 342	14 715 344	13,2%
Dotations aux amortissements sur immobilisations	519 777	542 911	-4,3%
Dotations aux provisions	2 414	67 798	-96,4%
Autres charges	217 068	253 610	-14,4%
Engagements à réaliser sur ressources affectées	1 337 145	1 737 006	-23,0%
CHARGES D'EXPLOITATION	39 812 175	38 842 339	2,5%
RESULTAT D'EXPLOITATION	-127 756	363 202	
Produits de participations		0	
Produits d'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobili	85	1 784	
Autres intérêts et produits assimilés	338 195	474 835	
Différences positives de change		0	
Reprises de provisions et transferts de charges	1 912	59 394	
PRODUITS FINANCIERS	340 192	536 012	
Dotations financières aux amortissements et provisions	389 154	11 626	
Intérêts et charges de cession	67 977	14 466	
Différences négatives de change	2 078	44	
CHARGES FINANCIERES	459 209	26 136	
RESULTAT FINANCIER	-119 017	509 876	
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	6 545	21 887	
Produits exceptionnels sur opérations en capital	0	936	
Autres produits exceptionnels		0	
Reprises provisions exceptionnelles		0	
PRODUITS EXCEPTIONNELS	6 545	22 823	
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	36 040	1 486	
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		958	
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	5 000	0	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	41 040	2 444	
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-34 495	20 379	
Impôts sur les bénéfices	7 263	6 866	
TOTAL DES PRODUITS	40 031 157	39 764 376	
TOTAL DES CHARGES	40 319 687	38 877 785	
RESULTAT	-288 530	886 591	

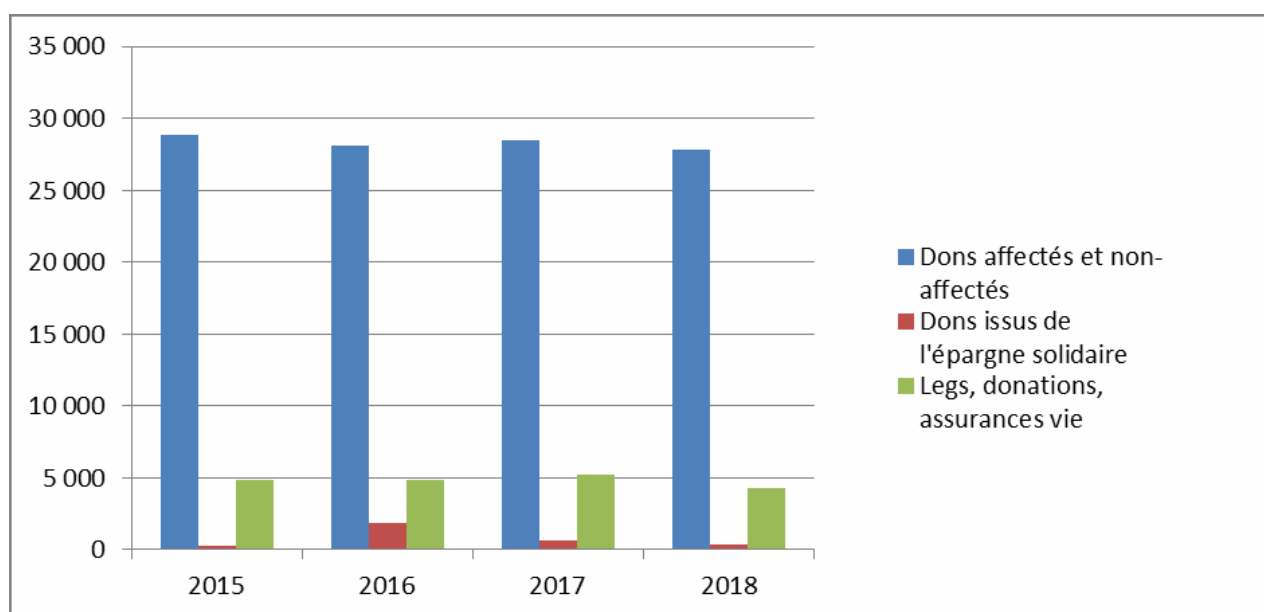
Les points clés

L'année 2018 se termine par un déficit de -288 530 €, soit un résultat meilleur que le déficit prévisionnel de -447 000 prévu au budget 2018 révisé et validé par l'AG en mai 2018.

Les produits d'exploitation sont en hausse de 1,2% et les charges d'exploitation ont augmenté de 2,5%.

1. Produits d'exploitation

1.1 Les produits de la générosité du public



Ce graphique présente les principales rubriques des produits d'exploitation issus de la générosité du public.

Les collectes, dans le compte de résultat, regroupent les dons ordinaires affectés et non affectés et les dons issus de l'épargne solidaire. Les collectes sont en baisse de 894 K€, soit -3,1%, qui s'explique principalement par

- une baisse de de la collecte mailing de - 8% (- 1 331 K€)
- une augmentation du mailing web de 14% (+ 321 K€)
- une forte progression des dons dédiés de 61% (+ 453 K€)
- une forte baisse des dons issus de l'épargne solidaire -38% (- 250 K€). Cette baisse en 2018 est principalement due à l'absence de partage en 2018 sur le Fonds de commun de placement Faim et Développement. En 2017 le partage sur ce fonds avait atteint 310 K€.

Le montant des legs, assurances vie et donations réalisés en 2018 est de 4 240 K€, en baisse de 927 K€ par rapport à 2017. La forte baisse en 2018 est principalement imputable à la baisse des assurances-vie reçues en 2018 (1 278 K€) par rapport en 2017 (2 267 K€), soit - 989 K€.

1.2 Cofinancements et subventions

Les cofinancements reçus (incluant les frais administratifs) et hors subventions s'élèvent à 3 987 K€, en nette augmentation par rapport à 2017. Les cofinancements sont comptabilisés à réception des fonds. Ils peuvent donc varier significativement d'une année à l'autre en fonction de la date de réception des fonds. Une analyse pluriannuelle permet de faire ressortir une tendance positive à l'augmentation des cofinancements. De plus le projet TAPSA cofinancé par l'Agence Française du Développement démarré opérationnellement en avril 2018 n'a été signé qu'en mars 2019 et les premiers fonds ne seront reçus qu'au printemps 2019.

Les cofinancements proviennent des bailleurs suivants :

Bailleur en k€	2018	2017	2016	2015
Union Européenne	471	694	1 297	747
Ministère Affaires Etrangères	2 126	1 420	2 819	1 175
Autres	1 390	66	397	125
Total	3 987	2 179	4 513	2 048

Les subventions s'élèvent à 575 K€ en progression de 28 K€, soit + 5%. La baisse de la subvention de la Fondation Terre Solidaire a été compensée par la subvention obtenue pour le financement du Forum International pour le Bien Vivre qui s'est tenu à Grenoble du 6 au 8 juin 2018.

1.3 Autres ressources

Il s'agit principalement :

- des ventes de marchandises (boutique solidaire),
- des abonnements à Faim et Développement Magazine et à la Lettre du CCFD-Terre Solidaire,
- des "Autres produits" qui correspondent aux adhésions, payantes depuis 2013.

Détail des autres ressources en k€	2018	2017
Vente de marchandises	80	100
Abonnements et autres produits d'activités annexes	120	127
Autres ressources	44	46
Total	245	273

1.4 Reprises sur amortissements, provisions et transferts de charge

Ce montant concerne principalement les transferts de charges de salaires imputables à des projets cofinancés ainsi que des remboursements divers, souvent liés à des participations à des sessions régionales ou de formation.

1.5 Reprise de ressources affectées

Il s'agit de l'utilisation au cours de l'année des dons affectés par les donateurs, et collectés dans l'année ou lors des années précédentes.

En K€	Solde initial	Dons dédiés collectés dans l'année	Dons dédiés utilisés dans l'année	Solde final
2017	907	1 737	1 143	1 501
2018	1 501	1 337	1 723	1 116

Le CCFD-Terre Solidaire s'efforce d'utiliser ces fonds le plus rapidement possible après leur collecte, lorsque les projets présentés par ses partenaires correspondent à leur destination.

La diminution du solde à la fin de l'année est due notamment à l'utilisation des dons dédiés exceptionnels reçus en fin d'année dernière.

Le détail du suivi des dons dédiés est consultable à l'annexe au point III-3.

2. Charges d'exploitation

2.1 Achats nets de marchandise

Ils comprennent les achats pour la boutique solidaire.

2.2 Autres achats et charges externes

Cette ligne recouvre une grande diversité de dépenses, parmi lesquelles :

En K€	2018	2017
Etudes et sous traitances	680	630
Eau gaz électricité	54	58
Frais divers de gestion	710	847
Locations Immobilières dont salle de réunion	355	354
Informatique maintenance et fourniture	428	485
Honoraires et honoraires d'avocat	1 387	1 281
Annonces et insertions	1 152	1 159
Catalogues et imprimés	1 442	1 367
Personnel Missions et déplacements	1 356	1 284
Affranchissements, Téléphone, fax et Internet	1 608	1 617
Total	9 172	9 082

Les études et sous-traitances et les honoraires correspondent pour l'essentiel à :

- Des travaux d'impressions,
- Des créations d'outils d'éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale,
- Des études de lobbying, des campagnes de plaidoyer,
- Des conceptions de mailing ou de campagnes de communication ou d'appel aux dons.

L'augmentation de seulement 1% des autres achats et charges externes est le résultat de la décision de dépenses complémentaires notamment de communication qui se traduit par la hausse des postes études, honoraires et catalogues et imprimés. Par ailleurs la poursuite de la politique de recours systématiquement à des appels d'offre pour mettre en concurrence les fournisseurs a permis de bien maîtriser les dépenses et de faire des économies substantielles sur des postes de frais généraux.

2.3 Frais de personnel

Les frais de personnel sont en baisse de 1,9%. Cette baisse s'explique notamment par la baisse de l'effectif moyen qui est passé de 160,8 en 2017 à 156,5 en 2018.

Les frais de personnel représentent, en 2018, 25,5% des charges d'exploitation et 25,5 % des produits d'exploitation du CCFD-Terre Solidaire, contre 26,6% des charges d'exploitation et 26,4% des produits d'exploitation en 2017.

Le total des cinq plus hauts salaires est, en brut chargé, de 467 500 € à comparer au 500 061 € en 2017.

L'échelle réelle des salaires entre le plus haut et le plus bas salaire versé en équivalent temps plein a baissé à 2,6.

En K€	2018	2017	%
Salaires	6 729	6 721	0,1%
Variation de congés payés	0	8	
Indemnités diverses	76	210	
Salaires et traitements	6 804	6 939	-1,9%
URSSAF	2 193	2 211	-0,8%
Mutuelles	152	145	4,4%
Retraite prévoyance AXA	95	95	-0,1%
Caisses de retraite	570	571	-0,1%
Autres charges	5	8	
Cotisations sociales	3 015	3 030	-0,5%
Charges sur congés payés	0	11	
Tickets restaurant	217	224	-3,0%
Titres de transport	49	52	-5,6%
Médecine du travail	26	28	-6,0%
Subvention CE	34	34	0,0%
Autres charges sociales	-7	22	
Autres charges sociales	319	371	-14,0%
TOTAL	10 139	10 341	-1,9%

2.4 Subventions accordées

Il s'agit principalement des subventions versées aux partenaires du CCFD-Terre Solidaire pour soutenir les projets qu'ils élaborent.

Détail des subventions et cofinancements En K€	2018	2017	2016
Subventions à des initiatives de partenaires sur ressources propres	11 410	11 364	12 009
Subventions à des initiatives de partenaires sur fonds bailleurs	3 811	2 000	4 141
Autres modes de soutien à des partenaires (formation, échanges, évaluation, plaidoyer, etc...)	978	784	991
Autres subventions à des partenaires	463	568	1 577
Total	16 661	14 715	18 718

Le montant des subventions versées aux partenaires sur fonds propres est en hausse de 13,2% par rapport à 2017.

Les subventions à des initiatives de partenaires sur fonds bailleurs ont fortement augmenté. Cette rubrique dépend de la réception des fonds. Certains fonds anticipés en 2017 ont été reportés sur 2018 et ont été engagés sur 2018. A l'inverse concernant le projet TAPSA rien n'a été engagé sur fonds bailleurs en 2018, car aucun versement bailleur n'a été reçu en 2018

Les autres subventions comprenaient en 2016 un million d'euros pour constituer et compléter le fonds de dotation de la Fondation « Terre Solidaire » pour un montant total de 3 millions d'euros de dotation.

77% des soutiens versés aux partenaires l'ont été sur les fonds propres du CCFD-Terre Solidaire (86% en 2017).

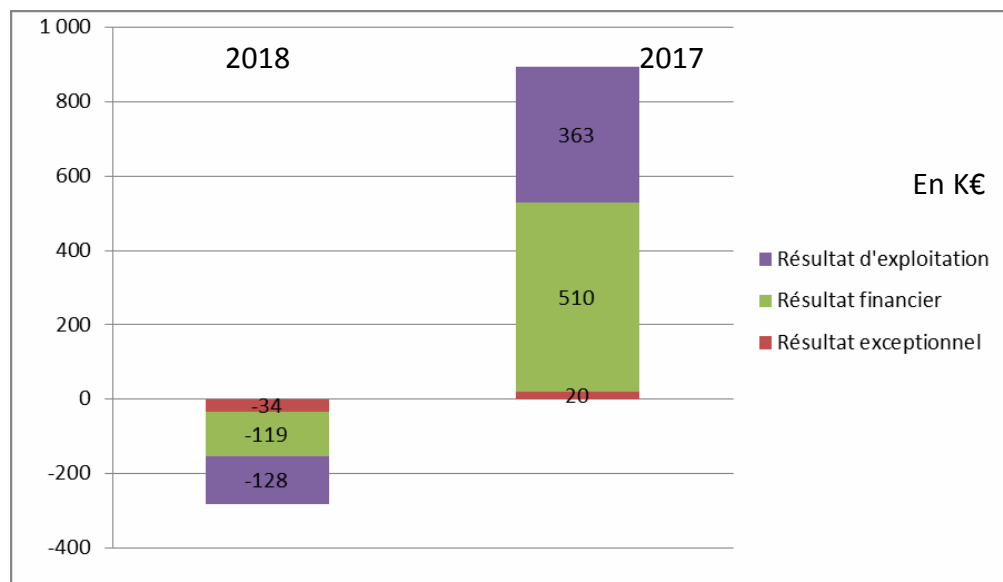
3. Résultats financier et exceptionnel (voir également annexe V.2 et 3)

En k€	2018	2017
Résultat d'exploitation	-128	363
Résultat financier	-119	510
Résultat exceptionnel	-34	20

Les produits financiers ont baissé en 2018. La hausse des taux et la volatilité des marchés ont fortement impacté la valorisation du portefeuille au 31 décembre 2018 nécessitant la comptabilisation d'une dotation aux provisions d'un montant de 389 K€. Par ailleurs pour mieux sécuriser le portefeuille des arbitrages ont été réalisés et certaines valeurs ont été vendues conformément à la stratégie proposée par le Comité des Placements Financiers et validé par le Conseil d'Administration.

Depuis le début de l'année 2019 les marchés financiers se sont quelque peu rétablis et une bonne partie de la dotation aux provisions comptabilisée en 2018 pourrait être reprise en 2019.

Le graphique ci-dessous illustre comment les résultats 2018 et 2017 ont été réalisés.



III. Le CER – Compte d’Emploi des Ressources

Les points clés

- CER présenté selon le format du règlement CRC 2008-12 – l'année antérieure a été intégrée pour permettre la comparaison.
- Une baisse des ressources totales de 0,6% principalement due à la baisse des ressources collectées auprès du public partiellement compensée par l’augmentation des cofinancements.
- Une baisse de 5,3% des ressources collectées auprès du public notamment due à la baisse des dons manuels, des libéralités et de l’épargne solidaire.
- La présentation de l'impact de la valorisation du bénévolat telle que votée par l'Assemblée Générale de décembre 2012

Compte d'emploi des ressources 2018

EMPLOIS DEL'EXERCICE en k€	Réal 2017	Réal 2018		Emploi des ressources issues de la GP consommées en 2018	
	k€	k€	%	k€	%
1- MISSIONS SOCIALES	26 652	27 914	72,4%	23 235	70,9%
1.1 Réalisées en France	7 430	7 078		6 100	18,6%
ECSI - Création pédagogique, formation, animation	7 128	6 852	17,8%		
ECSI - évènement spécial	59	0	0,0%		
Achats de produits solidaires	88	73	0,2%		
<i>Versements à un organisme central ou à d'autres organismes</i>					
Fondation	155	153	0,4%		
1.2 Réalisées à l'étranger	19 221	20 836		17 134	52,3%
<i>Versements à un organisme central ou à d'autres organismes</i>					
Projets Afrique	4 221	5 058	13,1%		
Projets Amérique	3 335	3 188	8,3%		
Projets Asie	2 778	2 650	6,9%		
Projets Europe	584	505	1,3%		
Projets Migrants	963	1 024	2,7%		
Projets Bass Med	1 816	2 730	7,1%		
Projets Mondial	387	300	0,8%		
Autres projets toutes zones	417	1 011	2,6%		
Subvention SIDI	1 244	1 012	2,6%		
Accompagnement des partenaires	3 477	3 358	8,7%		
2- FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	6 197	6 443	16,7%	6 443	19,7%
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	6 197	6 443	16,7%		
2.2 Frais de recherche des autres fonds privés					
2.3 Charges liées à la recherche de subventions et autres concours publics					
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	4 210	4 193	10,9%	3 093	9,4%
Communication	43	104	0,3%		
Fonctionnement	4 153	4 019	10,4%		
Charges financières	15	70	0,2%		
TOTAL EMPLOIS COURANTS	37 059	38 550	100,0%		
charges exceptionnelles	2	36			
I - TOTAL DES EMPLOIS DEL'EXERCICE INSCRITS AU CR	37 060	38 586		32 771	100,0%
II - DOTATIONS AUX PROVISIONS	80	397			
III - ENGAGEMENTS A REALISER SUR RESSOURCES AFFECTEES	1 737	1 337			
IV - EXCEDENT DE RESSOURCES DE L'EXERCICE	887	-			
V - TOTAL GENERAL	39 764	40 320		32 771	
VII - TOTAL DES EMPLOIS FINANCES PAR LES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC				32 771	

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Missions sociales	11 458	11 191	
Frais de recherche de fonds	430	406	
Frais de fonctionnement et autres charges	143	174	
Total	12 031	11 771	

(format règlement CRC 2008-12)

RESSOURCES en k€	Réel 2017	Réel 2018		Ressources collectées auprès du public et consommées en 2018
	k€	k€	%	k€
Report des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées en début d'exercice				15 672
1 - RESSOURCES COLLECTÉES AUPRES DU PUBLIC	34 294	32 473	84,8%	32 473
1.1 Dons et legs collectés	33 645	32 073		
Dons manuels non affectés	27 731	26 631	69,6%	26 631
Dons manuels affectés	747	1 202	3,1%	1 202
Legs et autres libéralités non affectés	4 615	4 173	10,9%	4 173
Legs et autres libéralités affectés	551	67	0,2%	67
1.2 Autres produits liés à l'appel à la GP	649	400		
Dons épargne solidaire non affectés	244	288	0,8%	288
Dons épargne solidaire affectés	406	112	0,3%	112
2- AUTRES FONDS PRIVÉS				
3- SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	2 726	4 562		
Subventions	547	575	1,5%	
Cofinancements	2 023	3 701	9,7%	
Cofinancements - frais administratifs	156	285	0,7%	
4 - AUTRES PRODUITS	1 488	1 247		
Abonnements et cotisations	132	132	0,3%	
Vente de produits solidaires	110	89	0,2%	
Transferts de charges	251	157	0,4%	
Loyers	-	-	0,0%	
Autres ressources	518	532	1,4%	
Produits financiers	477	338	0,9%	
Produits événement spécial	-	-	0,0%	
TOTAL RESSOURCES COURANTES	38 509	38 282	100,0%	
Ressources exceptionnelles	23	7		
I - TOTAL DES RESSOURCES DE L'EXERCICE INSCRITES AU CR	38 531	38 288		
II - REPRISES DE PROVISIONS	90	20		
III - REPORT DES RESSOURCES AFFECTÉES NON UTILISÉES DES EXERCICES ANTERIEURS	1 143	1 723		
IV - VARIATION DES FONDS DÉDIÉS COLLECTÉS AUPRES DU PUBLIC				385
V - INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE L'EXERCICE	-	289		
VI - TOTAL GENERAL	39 764	40 320		32 858
VII - TOTAL DES EMPLOIS FINANCÉS PAR LES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRES DU PUBLIC				32 771
SOLDE DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRES DU PUBLIC NON AFFECTÉES ET NON UTILISÉES EN FIN D'EXERCICE				15 760
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Bénévolat	12 027	11 769		
Prestations en nature	4	2		
Dons en nature	-	-		
Total	12 031	11 771		

1. Construction du CER

Défini et encadré par un ensemble de textes s'appliquant aux organisations faisant appel à la générosité du public, le Compte d'Emploi des Ressources (CER), fait partie intégrante de l'annexe des comptes annuels depuis 2005.

Le Comité de la Réglementation Comptable (CRC) a adopté en 2008 un règlement (n° 2008-12 du 7 mai 2008) fixant plus précisément les règles d'établissement du CER, en modification du règlement n°99-01, texte qui s'applique pour les comptes ouverts à partir du 1^{er} janvier 2009. C'est donc ce texte qui sert de fondement à l'élaboration du CER 2018 du CCFD–Terre Solidaire.

La mise en œuvre de cette nouvelle réglementation a fait l'objet de plusieurs décisions du Conseil d'Administration du CCFD–Terre Solidaire, détaillées dans les annexes.

2. Ressources

2.1 Ressources issues de la générosité du public

Le montant des ressources issues de la générosité du public s'élève en 2018 à 32 473 K€ en baisse d'un montant de - 1 821 K€ par rapport à 2017, soit -5,3%.

Les ressources issues de la générosité du public dans l'ensemble des ressources 2018 du CCFD–Terre Solidaire s'élèvent à 84,8% du total (89,1% en 2017).

La baisse des ressources issues de la générosité du public s'explique par :

- la baisse de 4% des dons manuels non affecté (- 1 100 K€) partiellement compensé par la hausse des dons manuels affectés (+455 K€),
- la baisse des libéralités de 17,9% (- 927 K€) principalement due à la baisse des assurances-vie reçues,
- et la baisse du partage issu de l'épargne solidaire (- 249 K€). Compte tenu de l'évolution défavorable des marchés financiers en 2018, le Fond Commun de Placement (FCP) de partage "Faim et Développement" n'a rien pu partager en 2018. En 2017 ce FCP avait contribué à hauteur de 310 K€.

2.2 Les subventions et autres concours publics

- Les subventions sont en forte hausse de 28 K€, due principalement aux subventions reçues pour le Forum International du Bien Vivre qui s'est tenu du 6 au 8 juin 2018 à Grenoble. La subvention de la Fondation « Terre Solidaire » s'est élevée à 359 K€ (dont 64 K€ de la Fondation abritée Actes), en léger retrait par rapport au 460 K€ en 2017 malgré le remplacement de l'ISF par l'IFI.
- Les cofinancements reçus (incluant les frais administratifs) et hors subventions s'élèvent à 3 986 K€ en forte hausse par rapport à 2017 (2 179K€). Cette hausse est notamment due à des cofinancements prévus sur 2017 qui ont été décalés et reçus en 2018. Une analyse pluriannuelle permet de faire ressortir une tendance positive à l'augmentation des cofinancements.
- Les frais administratifs prélevés sur les cofinancements sont également en hausse significative. Ces montants contractuels varient selon les bailleurs entre 6 et 10% du montant des projets cofinancés. Ils permettent de couvrir une partie des frais de structure du CCFD–Terre Solidaire.

2.3 Autres produits

Le CCFD–Terre Solidaire dispose d'autres ressources dont l'impact est moindre, parmi lesquelles :

- les **abonnements** à « **Faim & Développement Magazine** » et à la « **Lettre du CCFD Terre Solidaire** », publications d'intérêt général destinées à informer les bénévoles, les donateurs et le grand public,
- les **cotisations** avec plus de 6 000 adhérents,
- la **vente de produits solidaires**, corollaire du soutien du CCFD–Terre Solidaire au développement du commerce équitable.
- les **produits financiers**, en baisse notamment due à la poursuite de la baisse des taux et qui ont aussi été impacté par des marchés très incertains en particulier en fin d'année 2018.

3. Ressources affectées aux trois missions sociales

3.1 Partenariat international

Le montant des dépenses de l'année liées à la mission de partenariat international se monte à 20 836 K€ soit 54,0% du total des dépenses de l'année et sont en hausse par rapport à 2017 notamment par l'augmentation des cofinancements.

Il comprend toutes les dépenses directement liées au partenariat international, à savoir les subventions versées aux partenaires (*cf. Compte de Résultat 2.4*), mais aussi les salaires et les frais de mission des salariés en charge de la gestion partenariale, regroupés dans la ligne « Accompagnement de partenaires ».

1 012 K€ correspondent au financement versé par le CCFD-Terre Solidaire à la SIDI pour le financement de l'accompagnement et de l'assistance technique des partenaires de la SIDI, les institutions de microfinance et les organisations de producteurs des pays du Sud.

3.2 Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale (ECSI)

La ligne Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale comprend toutes les dépenses liées à la mission d'Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale du CCFD–Terre Solidaire, soit les créations pédagogiques, la formation, l'animation sur le territoire français et les salaires associés.

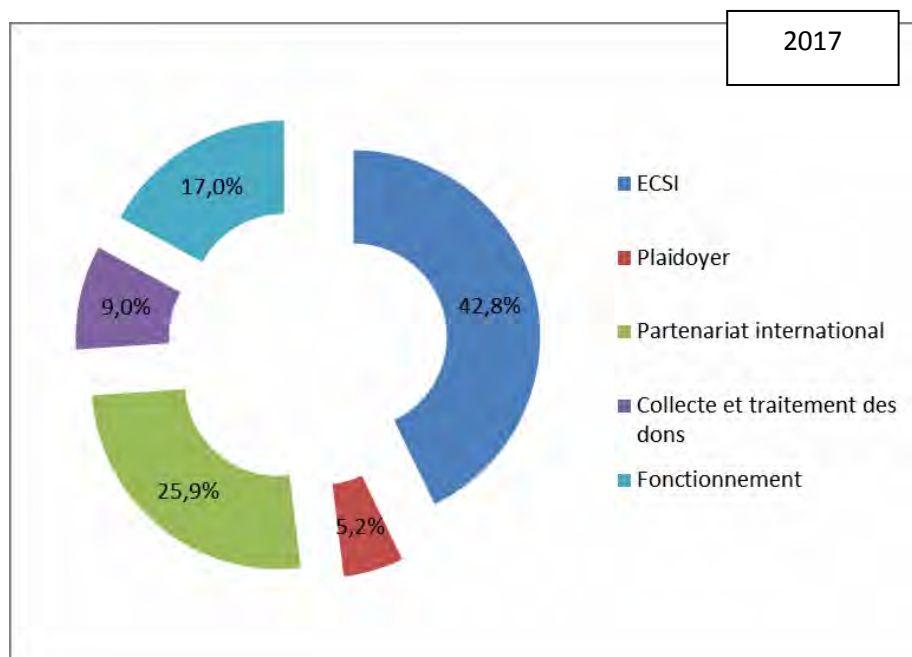
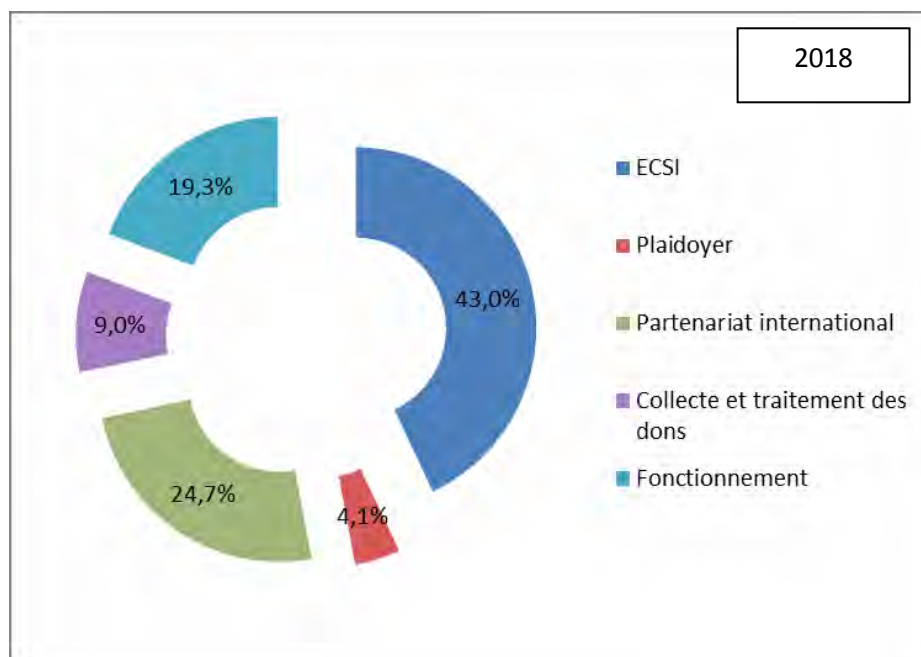
3.3 Plaidoyer

Le plaidoyer, mission sociale à part entière, vient en appui aux missions de Partenariat International et d'Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale. Les dépenses du plaidoyer sont dans le CER réparti entre deux postes, à raison de 75% pour le Partenariat International, et 25% pour l'Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale.

Les dépenses de plaidoyer s'élèvent à 547 K€, en baisse par rapport à 2017.

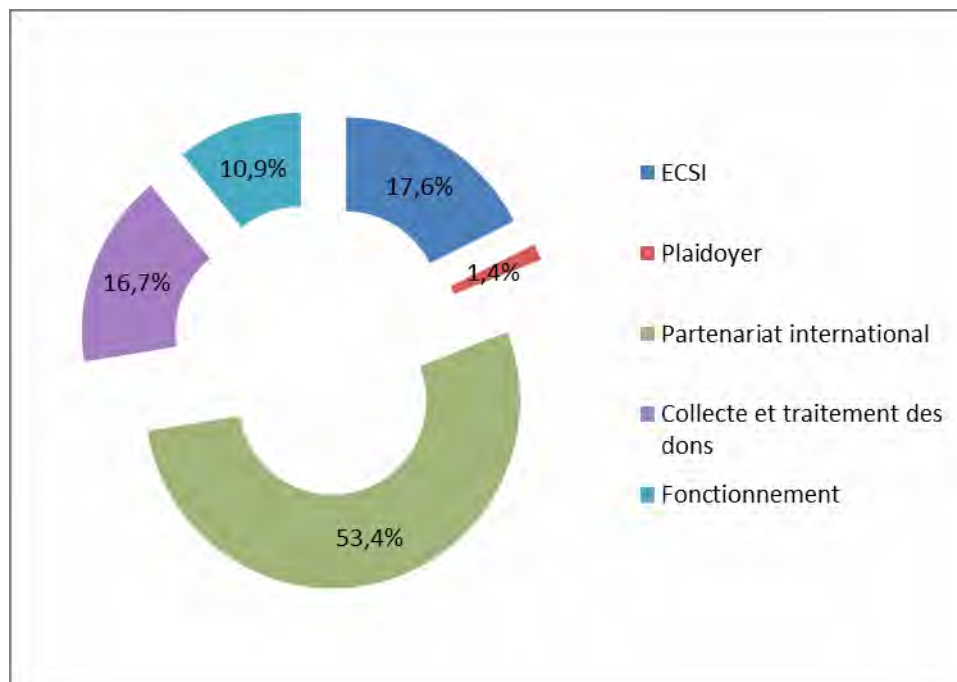
3.4 Masse salariale

71,8%, contre 73,9% en 2017, de la masse salariale est directement dédiée aux missions sociales, Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale (ECSI), Plaidoyer et Partenariat international.



3.5 Répartition des emplois courants hors retraitement

Après retraitement des coûts du Plaidoyer les emplois courants se répartissent de la façon suivante :



4. Ressources affectées aux autres dépenses

4.1 Frais d'appel à la Générosité du Public

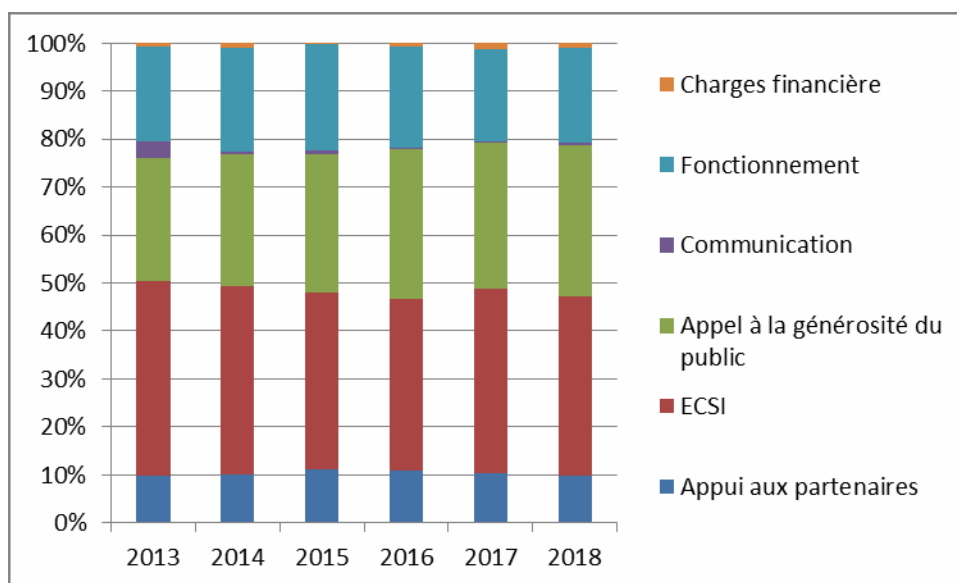
Les frais d'appel à la générosité du public sont en augmentation.

Le ratio d'efficacité de la collecte de la générosité du public est de 5,0 il était de 5,5 en 2017, soit un retour de 5,0€ collectés, pour 1€ consacré à cette collecte.

4.2 Frais de fonctionnement

Les frais de fonctionnement regroupent les dépenses de communication, de support de l'activité (administration – frais de bureau et d'amortissement des logiciels et des bâtiments). Ils sont en baisse, malgré l'augmentation des coûts suite à des actions de réduction de coûts.

Le graphique suivant rend visible, pour les 6 dernières années, la répartition en pourcentage des emplois dans le CER et leur évolution.



5. Affectation des ressources issues de la générosité du public hors valorisation du bénévolat.

Emploi des ressources collectées auprès du public :

- 70,9% des recettes collectées auprès du public ont été utilisées pour la mission sociale
- 19,7% pour les frais de recherche de fonds
- 9,4% pour les frais de fonctionnement et de communication

Le solde des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées à la fin de l'année totalise un montant de 15 760 K€ en augmentation de 88 K€.

IV. Autres informations

1. Effectifs du CCFD Terre Solidaire

	Au 31/12/2018					Au 31/12/2017
	Nombre de salariés	Hommes	Femmes	Employés	Cadres	Nombre de salariés
CDI	154	49	105	38	116	159
CDD	18	5	13	6	12	18
Effectif total	172	54	118	44	128	177

Les 172 postes salariés représentent 164,0 équivalents temps plein.

2. Bénévolat

En 2018 nous avons reconduit l'étude d'évaluation du bénévolat initiée en 2011. L'étude menée cette année nous permet de donner une évaluation de l'apport en équivalent temps plein que représente l'action des bénévoles dans les délégations diocésaines et en région, les bénévoles aux Instances Nationales et les bénévoles au siège :

2018	Nombre de bénévoles	Jours*	Equivalent temps plein (ETP)**
Délégations Diocésaines	6 905	52 483	256
Instances Nationales	482	7 376	38
Bénévoles du siège	70	3 643	18
TOTAL	7 457	63 502	312

*8h = 1 jour

**1 temps plein = 205 jours

Cette action peut être également présentée par nature d'activités :

2018	Nombre de bénévoles	Jours*	Equivalent temps plein (ETP)
Missions sociales	7 399	60 436	294
Collecte	42	2 390	13
Fonctionnement	16	676	5
TOTAL	7 457	63 502	312

Les bénévoles chargés des tâches administratives ou liées aux services généraux sont regroupés en Fonctionnement, ceux assurant le traitement de la collecte en Collecte et ceux assurant les animations et activités publiques en Missions sociales.

Selon un usage généralement répandu nous avons exclu de cette valorisation les temps consacrés au Conseil d'administration et aux Assemblées Générales.

L'action du CCFD-Terre Solidaire en 2018 a donc été assurée par 7 457 bénévoles représentant 312 équivalents temps plein et 172 salariés représentant 164 équivalents temps plein.

Pour la première fois en 2012 nous avons procédé à la valorisation financière de ce bénévolat. Pour cela, une méthode de valorisation à deux taux a été retenue :

L'ensemble des jours travaillés est partagé entre des Equivalent Temps Plein (ETP) de « responsabilité décisionnelle » (Equipes d'animations diocésaines et les bénévoles des instances nationales) et des ETP « opérationnels ». Les ETP de « responsabilité décisionnelle » sont valorisés à 2 fois le SMIC horaire brut chargé 2018 et les ETP « opérationnels » au SMIC horaire brut chargé 2018.

3. Affectation des ressources issues de la générosité du public en incluant l'apport du bénévolat.

2018	ETP de responsabilité décisionnelle	ETP Opérationnels	Equivalent temps plein (ETP)	Valorisation (K€)
Missions sociales	106	188	294	11 189
Collecte	1	12	13	406
Fonctionnement	1	4	5	174
TOTAL	108	204	312	11 769

Avec la valorisation du bénévolat et du mécénat en nature les ratios d'emploi des ressources collectées auprès du public en dons ou en activité bénévole évoluent donc de la manière suivante :

en K€	Générosité du public	Valorisation du bénévolat	Mécénat et dons en nature	Total	%
Missions sociales	23 235	11 189	2	34 426	77,3%
Frais d'appel à la générosité	6 443	406		6 849	15,4%
Frais de fonctionnement	3 093	174		3 267	7,3%
Total	32 771	11 769	2	44 542	100,0%

- De 70,9% à 77,3% pour la mission sociale
- De 19,7% à 15,4% pour les frais de recherche de fonds
- De 9,4% à 7,3% pour les frais de fonctionnement et de communication

Cette évolution permet de souligner l'importance de l'activité bénévole dans le fonctionnement quotidien du CCFD-Terre Solidaire et son impact sur la mission sociale.

V. Résolutions

Résolution n°1

Après avoir entendu la présentation des comptes par le Trésorier National et l'avis du Commissaire aux Comptes, le Conseil d'Administration arrête les comptes de l'année 2018 et décide de les présenter à l'Assemblée Générale du 18 mai 2019.

Résolution n°2

Le Conseil d'Administration décide de proposer à l'Assemblée Générale du 18 mai 2019, d'affecter le résultat 2018, déficitaire de -288 530,30€, et de maintenir le compte de suivi des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées de la manière suivante:

Ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées:	+87 570,72€
En report à nouveau :	-376 101,02€

Fonds propres	Au 31/12/2018 avant affectation du résultat 2018	Proposition Affectation résultat 2018	Au 31/12/2018 après affectation du résultat 2018
Ecart de réévaluation libre	1 556 840,34		1 556 840,34
Fonds associatifs sans droit de reprise			
Fonds associatif sans droit de reprise	7 561 972,68		7 561 972,68
Ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées	15 672 423,94	87 570,72	15 759 994,66
Report à nouveau	4 063 851,80	-376 101,02	3 687 750,78
Résultat de l'année	-288 530,30	288 530,30	0,00
Total	28 566 558,46	0,00	28 566 558,46

ANNEXE DES COMPTES ANNUELS

ANNEXE DES COMPTES ANNUELS	38
I. Principes et méthodes comptables	40
I.1 Les immobilisations incorporelles et corporelles	40
I.1.1 Règles d'amortissements	41
I.1.2 Méthode des composants	41
I.2 Les titres de participation	42
I.3 Les dons reçus suite au mailing de Noël	42
I.4 Les soldes bancaires	42
I.5 Les valeurs mobilières de placement	42
I.6 Les fonds dédiés	42
I.7 Les legs	42
I.8 Les projets et les projets cofinancés	42
I.9 Le secteur fiscalisé et la charge d'impôt	43
I.10 Les Délégations Diocésaines	43
I.11 Rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants (en application de la loi 2006-586 du 23/05/06 sur le volontariat associatif et l'engagement associatif)	43
I.12 Les honoraires du commissaire aux comptes	43
I.13 Effectifs du CCFD-Terre Solidaire	44
II. Informations relatives à l'actif	45
II.1 Immobilisations incorporelles	45
II.2 Immobilisations corporelles	46
II.3 Titres de participation	48
II.4 Créances rattachées à des participations	48
II.5 Détail des prêts	48
II.6 Détail des autres créances	49
II.7 Echéance des créances	50
II.8 Valeurs mobilières de placement	50
II.9 Provisions sur valeurs mobilières de placement	52
II.10 Charges constatées d'avance	52
III. Informations relatives au passif	53
III.1 Fonds propres	53
III.2 provisions pour risque et charges	53
III.3 Fonds dédiés	54
III.4 Fournisseurs et comptes rattachés	54
III.5 Détail des dettes fiscales et sociales	55
III.6 Détail des autres dettes	55
III.7 Échéances des dettes	56
IV. Engagements hors bilan	57
IV.1 Engagements retraite	57
IV.2 Legs	57
IV.3 Contributions volontaires en nature	57
IV.4 Participation au FID	59
V. Informations relatives au compte de résultat	60
V.1 Détail des autres achats et charges externes	60
V.2 Le résultat financier	60
V.3 Le résultat exceptionnel	61
VI. . Compte d'Emploi des Ressources (CER)	62
VI.1 Format du CER	62
VI.2 Définitions	62
VI.3 Stock initial de générosité du public	63
VI.4 Affectation des ressources issues de la générosité du public aux emplois	63

VII. Filiales et participations.....	65
VII.1 Tableau des filiales et participations	65
VII.2 La SIDI.....	66
VIII. Evénements post-clôture	67

Les éléments développés dans l'annexe ont pour objectif de compléter et d'explicitier les informations du bilan et du compte de résultat. Ces notes et annexes sont issues de la comptabilité générale du CCFD–Terre Solidaire et font partie intégrante des comptes annuels.

I.Principes et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 99-01 du Comité de la Réglementation Comptable qui codifie les règles spécifiques applicables aux associations.

L'Association prend également en compte, les dispositions du règlement CRC 2008-12 fixant les règles d'élaboration du Compte d'Emploi Annuel des Ressources ainsi qu'au règlement ANC 2014-03, relatif au plan comptable général, modifié par les règlements ANC 2015-06 du 23 novembre 2015 et ANC 2016-07 du 4 novembre 2016.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- ✓ Continuité de l'exploitation,
- ✓ Permanence des méthodes d'un exercice à l'autre,
- ✓ Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

1.1 Les immobilisations incorporelles et corporelles

Le patrimoine immobilier du CCFD–Terre Solidaire est constitué du siège de l'Association à Paris, de locaux de délégations diocésaines à Strasbourg et à Nantes, d'un Espace Rencontres à Lourdes, et enfin d'un immeuble parisien occupé pour partie par la SIDI, filiale du CCFD–Terre Solidaire et pour partie par la délégation diocésaine de Paris. Ces immeubles constituent des biens indissociables de l'activité du CCFD–Terre Solidaire et leur valeur, considérée d'utilité, a fait l'objet d'un amortissement à compter de l'exercice 2004.

L'ensemble des immobilisations a fait l'objet d'une réévaluation libre au 1^{er} janvier 1997, sur la base des valeurs nettes comptables au 31 décembre 1996. Les biens immobiliers ont été réévalués à titre d'expert, de 1 556 840€.

En 2009, la valeur des terrains a été isolée dans la valeur totale des constructions pour les immeubles dont le CCFD–Terre Solidaire possède la totalité, à savoir le 4 rue Jean Lantier, l'immeuble de la rue Guy de la Brosse, et l'Espace Rencontre à Lourdes. C'est une expertise menée sur les immeubles du CCFD–Terre Solidaire en décembre 2008 qui a permis d'isoler la valeur du terrain dans la valeur de la construction, à partir d'un pourcentage fourni par l'expert : 15% pour le 4 rue Jean Lantier, 20% pour le 12 rue Guy de la Brosse.

I.1.1 Règles d'amortissements

Les règles d'amortissement des immobilisations sont détaillées ci-dessous. Elles correspondent à leur durée d'utilisation. La durée d'amortissement des honoraires d'architecte est conforme à la durée d'amortissement des travaux sur lesquels portaient ces honoraires à partir de l'année 2010. De même c'est à partir de l'exercice 2010 que – autant que faire se peut – chacun des travaux engagés est rattaché à son lot d'immeuble.

Les immeubles (constructions) ont été séparés en différents composants selon la méthode des composants en 2010.

REGLES D'AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS

après passage en méthode des composants pour les biens immobiliers

Nature des biens à amortir	Mode	Durée
Immobilisations incorporelles		
Logiciels informatiques	Linéaire	2 – 3 ans
Immobilisations corporelles		
Immeubles		
<i>gros œuvres</i>	<i>Linéaire</i>	<i>100 ans</i>
<i>Façades et toitures</i>	<i>Linéaire</i>	<i>30 ans</i>
<i>Chauffage</i>	<i>Linéaire</i>	<i>20 ans</i>
<i>Aménagements décoration</i>	<i>Linéaire</i>	<i>15 ans</i>
Installations techniques et outillages	Linéaire	5 ans
Matériel de bureau et mobilier	Linéaire	5 ans
Matériel informatique	Linéaire	5 ans
Matériel informatique de gestion	Linéaire	3 ans
Matériel informatique des Délégations Diocésaines	Linéaire	5 ans

I.1.2 Méthode des composants

En application des normes comptables nous appliquons la méthode des composants pour les biens immobiliers (constructions et travaux)

L'ensemble des biens immobiliers est décomposé en 4 natures de composants :

- Gros œuvre
- Façades et toitures,
- Chauffage,
- Aménagement décorations...

1.2 Les titres de participation

Les titres de participation sont évalués au bilan du CCFD–Terre Solidaire selon la situation nette apparaissant au dernier bilan des filiales ou entreprises dont le CCFD–Terre Solidaire détient des participations. Lorsque cette valeur d’inventaire est inférieure à la valeur historique figurant au bilan, une provision pour dépréciation est comptabilisée pour le montant de l’écart constaté.

1.3 Les dons reçus suite au mailing de Noël

Le CCFD–Terre Solidaire adresse à ses donateurs un mailing pour Noël. Les dons reçus, datés de 2018, encaissés en début 2019 sont rattachés à l’exercice 2018. Ils sont comptabilisés en recettes dans le compte de résultat, et en chèques à l’encaissement dans les disponibilités.

1.4 Les soldes bancaires

Les comptes principaux du CCFD–Terre Solidaire fonctionnent en soldes fusionnés. La présentation des soldes bancaires au bilan est réalisée en soldes compensés par établissement afin de donner une image fidèle des disponibilités réelles de l’association à la clôture des comptes.

1.5 Les valeurs mobilières de placement

Elles sont comptabilisées à leur coût d’acquisition. La comparaison de ce montant avec la valeur estimée de réalisation du portefeuille en fin d’année conduit – ou non – à enregistrer une provision pour dépréciation.

1.6 Les fonds dédiés

Les fonds dédiés répondent à l’institution du suivi comptable des dons dédiés datant du règlement comptable du 16/02/1999. Ils sont constitués par zone géographique, et le suivi analytique permet d’en analyser la destination pays par pays ou partenaire par partenaire.

Ces fonds sont constitués des dons dédiés par les donateurs, soit de manière spontanée, soit en réponse à un appel d’urgence lancé par le CCFD–Terre Solidaire dans le cas de catastrophes naturelles ou de conflits (appels pour l’Indonésie et faveurs des réfugiés syriens en 2018). Les produits issus des deux Fonds Communs de Placement, Solidarité CCFD-Terre Solidaire (ex-Eurco) et Faim & Développement sont également comptabilisés en dons dédiés.

1.7 Les legs et autres libéralités

Les legs et donations sont enregistrés en produit au fur et à mesure de la réalisation complète de chaque bien. Auparavant, ils sont suivis en compte de tiers « legs en cours » pendant la durée de leur règlement.

Le stock de legs à recevoir, estimé au 31 décembre selon les informations disponibles à la clôture, est pris en compte dans les éléments hors bilan.

1.8 Les projets et les projets cofinancés

Les projets sont enregistrés en charge et en dette dès leur validation par les Commissions Territoriales/Thématiques du Partenariat (CTP) par délégation donnée par le Conseil d’Administration.

L'engagement du CCFD–Terre Solidaire est alors ferme, et matérialisé par l'envoi d'un courrier de confirmation aux partenaires concernés.

Les sommes votées non décaissées sont régulièrement réutilisées pour le même partenaire ou pour des projets dans le même pays après validation du Conseil d'Administration. Elles sont reprises en compte de résultat, au débit du compte de charges « subventions versées », et au crédit d'un sous - compte de charge « reprises de Projets Restant A Payer », sans impact, donc, sur le résultat, sur la présentation du résultat ni sur les recettes du CCFD–Terre Solidaire.

Enfin les cofinancements sont enregistrés à leur versement, et non à la signature du contrat avec le cofinancier. N'est comptabilisée en recette que la somme versée, et non l'engagement total du bailleur.

I.9 Le secteur fiscalisé et la charge d'impôt

Le CCFD–Terre Solidaire a mis en place depuis l'exercice 2000 un secteur fiscalisé, qui comprend :

- l'activité d'élaboration, d'impression et d'envoi des publications du CCFD–Terre Solidaire (Faim & Développement Magazine, Lettre Aux Donateurs), ainsi que les abonnements correspondants
- l'activité de vente de produits issus du commerce équitable ainsi que des produits annexes (par exemple cartes de vœux, cartes Peters,...)

Cette activité fiscalisée génère une déclaration. Étant déficitaire, elle ne génère aucun impôt sur les sociétés.

Le CCFD–Terre Solidaire effectue également une déclaration trimestrielle de TVA.

Par ailleurs, le CCFD–Terre Solidaire calcule, enregistre, et paye des impôts sur ses revenus fonciers (loyers) et sur les revenus de ses capitaux mobiliers, aux taux de 10 et 24%. Cet impôt représente 7 263€ en 2018.

I.10 Les Délégations Diocésaines

L'action du CCFD–Terre Solidaire sur le territoire français est menée par 15000 bénévoles organisés dans 99 Délégations Diocésaines et 17 régions. Ces bénévoles ont notamment en charge l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale, le plaidoyer local et le développement des ressources (collecte, recherche de financements ...).

Leur comptabilité, tenue tout au long de l'année, est intégrée en fin d'exercice à la comptabilité du siège.

I.11 Rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants (en application de la loi 2006-586 du 23/05/06 sur le volontariat associatif et l'engagement associatif)

Les trois principaux dirigeants du CCFD-Terre Solidaire, président, trésorier, secrétaire National, sont tous bénévoles.

I.12 Les honoraires du commissaire aux comptes

Conformément au code du commerce (art.R123-198), le montant des honoraires liés au contrôle des comptes annuels du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat 2018 s'élève à un montant de 53 040€ TTC.

I.13 Effectifs du CCFD–Terre Solidaire

	<i>Au 31/12/2018</i>					<i>Au 31/12/2017</i>
	Nombre de salariés	Hommes	Femmes	Employés	Cadres	Nombre de salariés
CDI	154	49	105	38	116	159
CDD	18	5	13	6	12	18
Effectif total	172	54	118	44	128	177

II. Informations relatives à l'actif

II.1 Immobilisations incorporelles

Immobilisations incorporelles - valeurs brutes	Valeur Brute 01/01/2018	Acquisitions	Diminutions	Valeur Brute 31/12/2018
Base de données gestion des projets	224 687			224 687
Micro - informatique individuelle	121 423			121 423
Base de données gestion des dons	858 393	22 792		881 185
Système comptable	307 111			307 111
Système gestion des dons des DD	15 302			15 302
Site intranet du CCFD Photothèque	96 637			96 637
Immobilisations en cours	11 362			11 362
	0	151 652		151 652
Total	1 634 915	174 444	0	1 809 359

Immobilisations incorporelles - amortissements	Valeur brute au 31/12/2018	Cumul dépréciations 01/01/2018	Dotations	Reprises	Cumul dépréciations 31/12/2018
Base de données gestion des projets	224 687	195 784	17 722		213 506
Micro - informatique individuelle	121 423	121 423			121 423
Base de données gestion des dons	881 185	819 936	32 962		852 898
Système comptable	307 111	306 743	368		307 111
Système gestion des dons des DD	15 302	15 302			15 302
Site intranet du CCFD	96 637	96 637			96 637
Phototeque	11 362	11 362			11 362
Immobilisations en cours	151 652				0
Total	1 809 359	1 567 187	51 053	0	1 618 239

Immobilisations incorporelles - valeurs nettes	Valeur nette 31/12/2018	Valeur nette 31/12/2017
Base de données gestion des projets	11 181	28 903
Micro - informatique individuelle	0	0
Base de données gestion des dons	28 287	38 457
Système comptable	0	368
Système gestion des dons des DD	0	0
Site intranet du CCFD	0	0
Phototeque	0	0
Immobilisations en cours	151 652	0
Total	191 120	67 729

II.2 Immobilisations corporelles

II.2.1 Constructions

Patrimoine immobilier - valeurs brutes	Valeur Brute 01/01/2018	Acquisitions	Diminutions	Valeur Brute 31/12/2018
Terrains	602 479			602 479
Sous total terrains	602 479	0	0	602 479
Gros Œuvres	7 334 139			7 334 139
Façade et toiture	1 971 434			1 971 434
Chauffage	1 739 998			1 739 998
Agencements Décorations...	1 578 746	9 236		1 587 982
Sous constructions	12 624 318	9 236	0	12 633 553
Total	13 226 796	9 236	0	13 236 032

Patrimoine immobilier - amortissements	Valeur brute au 31/12/2018	Cumul dépréciations 01/01/2018	Dotations	Reprises	Cumul dépréciations 31/12/2018
Terrains	602 479	0			0
Gros Œuvres	7 334 139	2 104 519	78 976		2 183 494
Façade et toiture	1 971 434	893 623	73 073		966 696
Chauffage	1 739 998	1 115 451	93 914		1 209 365
Agencements Décorations...	1 587 982	1 078 375	115 522		1 193 898
Total	13 236 032	5 191 968	361 485	0	5 553 453

Patrimoine immobilier - valeurs nettes	Valeur nette 31/12/2018	Valeur nette 31/12/2017
Terrains	602 479	602 479
Gros Œuvres	5 150 644	5 229 620
Façade et toiture	1 004 738	1 077 812
Chauffage	530 634	624 547
Agencements Décorations...	394 084	500 371
Total	7 682 579	8 034 828

I.2.2 Autres immobilisations corporelles

Autres immobilisations corporelles - valeurs brutes	Valeur Brute 01/01/2018	Acquisitions	Diminutions	Valeur Brute 31/12/2018
Matériel et outillage	132 176			132 176
Matériel de bureau	15 816	1 200		17 015
Matériel de bureau audiovisuel	33 612			33 612
Base de données gestion des projets - Serveur	5 952			5 952
Micro - informatique individuelle	1 034 585	36 987	18 674	1 052 897
Base de données gestion des dons - Serveur	215 361			215 361
Système comptable - Serveur	29 154			29 154
Matériel informatique des DD	387 678		2 936	384 742
Matériel d'exposition	133 990			133 990
Mobilier de bureau	298 671	1 308		299 979
<i>Immobilisations en cours</i>	0			0
Total	2 286 994	39 495	21 610	2 304 879

Autres immobilisations corporelles - amortissements	Valeur brute au 31/12/2018	Cumul dépréciations 01/01/2018	Dotations	Reprises	Cumul dépréciations 31/12/2018
Matériel et outillage	132 176	104 991	9 117		114 108
Matériel de bureau	17 015	11 380	2 206		13 586
Matériel de bureau audiovisuel	33 612	31 555	632		32 187
Base de données gestion des projets - Serveur	5 952	5 952	0		5 952
Micro - informatique individuelle	1 052 897	947 187	66 185	18 674	994 698
Base de données gestion des dons - Serveur	215 361	166 640	25 597		192 236
Système comptable - Serveur	29 154	29 154			29 154
Matériel informatique des DD	384 742	387 678		2 936	384 742
Matériel d'exposition	133 990	133 990	0		133 990
Mobilier de bureau	299 979	289 273	3 502		292 776
Total	2 304 879	2 107 801	107 240	21 610	2 193 431

Autres immobilisations corporelles - valeurs nettes	Valeur nette 31/12/2018	Valeur nette 31/12/2017
Matériel et outillage	18 067	27 185
Matériel de bureau	3 429	4 436
Matériel de bureau audiovisuel	1 425	2 057
Base de données gestion des projets - Serveur	0	
Micro - informatique individuelle	58 199	87 398
Base de données gestion des dons - Serveur	23 125	48 722
Système comptable - Serveur	0	
Matériel informatique des DD	0	0
Matériel d'exposition	0	0
Mobilier de bureau	7 203	9 397
<i>Immobilisations en cours</i>	0	
Total	111 449	179 195

II.3 Titres de participation

Titres détenus	Valeur Brute 01/01/2018	Acqu.	Dim.	Valeur Brute 31/12/2018	Cumul dépré. 01/01/2018	Dot.	Rep.	Cumul dépré. 31/12/2018	Net 31/12/2018
BFCC (Crédit Coopératif)	3 064			3 064	0			0	3 064
SIDI	2 411 784	77 520		2 489 304	0			0	2 489 304
SIDI GESTION SAS	24 000			24 000					24 000
Solidar'Monde	30 011			30 011	-30 011			-30 011	0
Karthala	30 481			30 481	0			0	30 481
SAPIE	4 573			4 573	0			0	4 573
Total	2 503 914	77 520	0	2 581 434	-30 011	0	0	-30 011	2 551 422

L'augmentation de l'investissement du CCFD-Terre Solidaire au capital de la SIDI est lié à des dons d'actions SIDI au CCFD-Terre Solidaire par des actionnaires. Le CCFD-Terre Solidaire détient désormais 16 377 actions soit 9,3% du capital de la SIDI.

II.4 Créances rattachées à des participations

Créances rattachées à des participations	Valeur brute 01/01/2018	Aug.	Dim.	Valeur brute 31/12/2018	Cumul dépréciations 01/01/2018	Dot.	Rep.	Cumul dépréciations 31/12/2018	Valeur nette 31/12/2018	Valeur nette 31/12/2017
Créanceratt.SAPIE	4 955			4 955	-4955			-4955	0	0
Total	4 955	0	0	4 955	-4955	0	0	-4955	0	0

II.5 Détail des prêts

Prêts	Valeur brute 01/01/2018	Aug.	Dim.	Valeur brute 31/12/2018	Cumul dépréciations 01/01/2018	Dot.	Rep.	Cumul dépréciations 31/12/2017	Valeur nette 31/12/2018	Valeur nette 31/12/2017
Prêt GRDR	110000	0	10000	100000	0			0	100000	110000
Prêt IFAD	29000		29000	0	0			0	0	29000
Prêt MRJC	0	200000	0	200000	0			0	200000	0
Prêtsaupersonnel	3410	11585	10295	4700	0			0	4700	3410
Total	142410	211585	49295	304700	0	0	0	0	304700	142410

II.6 Détail des autres créances

Détail des autres créances	Montant
Dons et legs à recevoir	239 887
Etat- TVA	102 026
Produits à recevoir	858 543
Personnel et comptes rattachés	40 189
Préfinancements de programmes cofinancés	149 862
Avances et acomptes fournisseurs	74 756
Créances diverses	9 689
Compte courant	741 759
Total	2 216 711

II.7 Echéance des créances

Echéances des créances	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations	4 955	4 955	0
Prêts	304 700	222 332	82 367
Autres immobilisations financières	23 604		23 604
De l'actif immobilisé	333 258	227 287	105 971
Autres créances clients		0	0
Dons et Legs à recevoir	239 887	239 887	0
Etat - TVA	102 026	102 026	0
Produits à recevoir	858 543	858 543	0
Personnel et comptes rattachés	40 189	40 189	0
Préfinancements de programmes cofinancés	149 862	149 862	0
Acomptes et avances fournisseurs	74 756	74 756	0
Créances diverses	9 689	9 689	0
Compte courant	741 759	226 497	515 262
De l'actif circulant	2 216 711	1 701 449	515 262
Des Charges constatées d'avance	141 576	141 576	
Total	2 691 545	2 070 312	621 233

II.8 Valeurs mobilières de placement

1. Evolutions en matière de gouvernance sur les placements financiers de l'Association

Le CCFD-Terre Solidaire a souhaité faire évoluer le processus décisionnel et la politique de ses placements.

Ainsi, il a été institué un Comité des Placements Financiers-CPF- (2ème semestre 2017) qui a pour missions de proposer au Conseil d'Administration une politique des placements, de procéder à une revue régulière des placements et de l'épargne constitués et dispose d'un rôle d'alerte des instances dirigeantes de l'Association.

Ce Comité est présidé par un adhérent bénévole de l'association, et est composé de trois autres membres : le Trésorier national, membre du Conseil d'Administration, le Directeur Administratif et Financier et un membre bénévole expert en gestion d'actifs financiers. Il se réunit au moins 3 fois par an.

L'exercice 2018 a été consacré prioritairement à définir les orientations stratégiques pour une politique des placements. Ainsi ont été précisés et validés par le Conseil d'Administration les principes directeurs,

les objectifs des placements de l'Association, les enveloppes maximales, les limites de risques. Une allocation stratégique des actifs financiers de l'Association a été définie à l'aide des indicateurs habituels des gestionnaires.

Par ailleurs en fin d'année 2018, un appel d'offre précisant les principes et modalités opérationnelles, a été lancé à plusieurs sociétés de gestion en vue d'une externalisation de la gestion, encadrée par ce cahier des charges. Les sociétés retenues devraient être choisies au cours du premier semestre 2019.

2. Les marchés financiers en 2018

L'environnement économique et financier de l'année 2018 a été chahuté ; en particulier, une baisse notable de la valeur des actions et des titres à profil proche ou spéculatif (obligations à haut rendement, obligations convertibles en actions, titres subordonnés, titres perpétuels) a été enregistrée dans les derniers jours de l'année boursière, avec au total des chutes de -10% à -15% pour les principaux indices par rapport à fin 2017. Cette baisse s'explique par un regain de pessimisme : crainte d'une récession économique en Europe comme dans le reste du Monde, montée des risques politiques (Brexit, relations Chine-USA, ...), politique des banques centrales (BCE, USA).

3. Situation du portefeuille au 31/12/2018 et principaux mouvements opérés durant l'année 2018.

Le profil du portefeuille de titres de placement n'a pas échappé à ces tendances des marchés financiers. Une décote globale de la valeur des titres en stock par rapport à leur valeur d'achat a dû être constatée, se traduisant par une dotation aux provisions de 389 154€. Cette charge financière a été limitée en raison du profil global du placement de la trésorerie disponible : plus d'un quart est placé en livrets d'épargne sans risque majeur et aucune action n'a été achetée.

LIBELLÉ	VALEURS MOBILIERES au 31.12.2017	AUGMENT.	DIMINUTION	VALEURS MOBILIERES au 31.12.2018	ESTIMATION au 31.12.2018
Titres cotés					
Sicav monétaires, FCP, Obligations	17 959 470	856 325	2 492 710	16 323 085	16 102 151
Bons à Moyen terme négociable	1 900 000	0	0	1 900 000	1 860 595
Actions reçues en donation et ou legs	0	43 732		43 732	39 982
Total titres cotés	19 859 470	900 057	2 492 710	18 266 817	18 002 728
Fonds Communs de Placement de partage					
Faim et Développement Equilibre	295 852	0	0	295 852	274 450
Faim et Développement Solidarité	13 651	45 983	13 650	45 984	45 722
Solidarité CCFD-Terre solidaire		2 092		2 092	2 944
Total Fonds communs de Placement de partage	309 503	48 075	13 650	343 928	323 116
Autres titres					
Bons du Trésor en portefeuille	38 368	2 000	40 368	0	
Bons du Trésor remis à l'encaissement	0	24 361	0	24 361	
Total autres titres	38 368	26 361	40 368	24 361	
TOTAL Valeurs mobilières de placement	20 207 341	974 493	2 546 728	18 635 106	

LIBELLÉ	Situation au 31.12.2017	Situation au 31.12.2018
Comptes à terme et comptes livret		
Comptes à terme	300 000	300 000
Comptes livret	4 192 771	6 312 818
Total comptes à terme et comptes livret	4 492 771	6 612 818
TOTAL DU PORTEFEUILLE	24 700 112	25 247 924

Dans un contexte actuel de forte aversion aux risques, le Comité des Placements Financiers a procédé à une revue ligne à ligne du portefeuille. Des décisions d'allègement de concentrations ont été mises en œuvre, des cessions de lignes jugées à risque trop élevé sont en cours de cession depuis la mi-2018 et vont continuer sur le 1er semestre 2019. Ces cessions volontaires ont généré à fin décembre 2018 une perte de 32 918€ pour 11 opérations de vente.

Les premiers mois de 2019 montrent que la volatilité des marchés se poursuit encore, mais dans un sens positif cette fois : plus de la moitié des pertes observées par les divers marchés a été annulée du fait d'une hausse des prix des actions et supports liés sur les mois de janvier et février 2019.

Ceci traduit les fortes incertitudes des acteurs de ces marchés financiers ; ce contexte justifie notre stratégie de sécuriser davantage le portefeuille tout en le rendant encore plus conforme aux valeurs d'une économie solidaire et responsable sur les plans sociaux et environnementaux.

II.9 Provisions sur valeurs mobilières de placement

LIBELLÉ	Provisions au 31/12/2017	Dotations	Reprises	Provisions au 31/12/2018
sur Valeurs mobilières de placement	37 763	389 154	1 912	425 005
TOTAL	37 763	389 154	1 912	425 005

II.10 Charges constatées d'avance

Ces charges représentent 141 576 €. Elles concernent principalement les charges liées à des missions, à la lettre aux donateurs de janvier 2019 et des frais de fonctionnement rattachés à 2019.

III. Informations relatives au passif

III.1 Fonds propres

Fonds propres	Au 31/12/2017	Affectation résultat 2017	Au 31/12/2017 après retraitement	résultat 2018	Au 31/12/2018
Ecart de réévaluation libre	1 556 840	0	1 556 840		1 556 840
Fonds associatifs sans droit de reprise					
Fonds associatif sans droit de reprise	7 461 973	100 000	7 561 973		7 561 973
Ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées	14 795 633	876 791	15 672 424		15 672 424
Total fonds associatifs	22 257 606	976 791	23 234 397	0	23 234 397
Report à nouveau	4 154 052	-90 200	4 063 852		4 063 852
Résultat de l'année	886 591	-886 591	0	-288 530	-288 530
Total	28 855 089	0	28 855 089	-288 530	28 566 558

III.2 provisions pour risques et charges

Une reprise sur provisions pour risques et charges a été comptabilisée à hauteur de 13 727€.
Le CCFD – Terre Solidaire s'est engagé à garantir les engagements à risque de la SIDI à hauteur 513 088€.
Le FID permet à la SIDI de ne pas provisionner ses engagements à risque et donc d'investir la totalité de son capital dans le soutien de ses partenaires.

III.3 Fonds dédiés

Libellé	Solde au 31/12/2017	Utilisation 2018	Engagement 2018	Solde au 31/12/2018
Fonds dédiés Afrique	202 947	206 119	115 049	111 877
Fonds dédiés Afrique Sahel	3 498	16 874	14 168	792
Fonds dédiés Afrique Madagascar	78 611	53 000	490	26 101
Fonds dédiés Amérique Latine / Haïti	706 009	433 427	100 540	373 122
Fonds dédiés TAPSA Colombie	0	199 941	395 000	195 059
Fonds dédiés Asie	579	11 163	87 989	77 405
Fonds dédiés urgence Philippines	25 335			25 335
Fonds dédiés urgence Indonésie	0	152 505	228 886	76 381
Fonds dédiés bassin méditerranéen	87 663	78 000	195 905	205 568
Fonds dédiés peuple syrien	16 833	21 048	12 562	8 347
Fonds dédiés FCP Faim & Développement SIDI	0			0
Fonds dédiés Eurco projets	0	103 213	103 213	0
Fonds Legs dédiés	0	67 343	67 343	0
Fonds dédiés FONDATION Terre Solidaire	380 000	380 000	16 000	16 000
Total	1 501 475	1 722 633	1 337 145	1 115 987

A noter que depuis 2009, les ressources issues du FCP Faim & Développement sont traitées en fonds dédiés, à destination de la SIDI hors les dons exceptionnels de parts de Faim et Développement reçus en 2016.

III.4 Fournisseurs et comptes rattachés

Fournisseurs et comptes rattachés	Solde au 31/12/2018	Solde au 31/12/2017
Fournisseurs	1 942 266	1 831 301
Effets à payer	0	0
Fournisseurs - Factures non parvenues	131 157	320 821
Total	2 073 423	2 152 122

III.5 Détail des dettes fiscales et sociales

Dettes fiscales et sociales	Au 31/12/2018	Au 31/12/2017
Provisions congés payés	761 611	761 785
Comptes de personnel	881 490	901 355
TVA collectée	817	5 639
Autres impôts et taxes	7 263	6 866
Total	1 651 180	1 675 646

Sous le vocable « comptes de personnel » il faut comprendre les dettes vis-à-vis de l'URSSAF et les autres organismes de charges de personnel.

III.6 Détail des autres dettes

Autres dettes	Au 31/12/2018	Au 31/12/2017
Projets restant à payer	5 791 045	6 193 014
Cofinancements restant du	2 090 570	488 505
Conventions projets	71 930	71 930
Fonds propres liés aux cofinancements	873 919	967 854
Acomptes legs reçus	528 059	288 147
Charges à payer	479 882	451 315
Dettes diverses	123 686	153 425
Compte courant	11 892	10 357
Total	9 970 984	8 624 548

Les acomptes sur legs sont comptabilisés en dette avant que le bien ne soit totalement soldé.

III.7 Échéances des dettes

Échéances des dettes	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Emprunts et dettes financières divers	1 600	1 600	0
Dettes financières	1 600	1 600	0
Fournisseurs et comptes rattachés	2 073 423	2 073 423	0
Provisions congés payés	761 611	761 611	0
Comptes de personnel	881 490	881 490	0
TVA collectée	817	817	0
Autres impôts et taxes	7 263	7 263	0
Projets restant à payer	5 791 045	5 791 045	0
Cofinancements restant du	2 090 570	2 090 570	0
Conventions projets	71 930	71 930	0
Fonds propres liés aux cofinancements	873 919	873 919	0
Acomptes legs reçus	528 059	528 059	0
Charges à payer	479 882	479 882	0
Dettes diverses	123 686	123 686	0
Compte courant	11 892	11 892	0
Autres dettes	13 695 587	13 695 587	0
Produits constatés d'avance	12 834	12 834	0
Échéances des dettes	13 710 021	13 710 021	0

IV. Engagements hors bilan

IV.1 Engagements retraite

Les droits acquis par les salariés pour indemnités de départ à la retraite ont fait l'objet d'un calcul actuariel, mesurant l'engagement du CCFD-Terre Solidaire.

Le résultat obtenu est un montant de 540 080€, reposant sur les hypothèses suivantes :

- taux d'actualisation de 1,57%
- table de mortalité INSEE
- taux de turnover de 7,04% pour les employés et 12,42% pour les cadres (moyenne observée sur 10 ans)
- taux augmentation moyen annuel 2%
- âge moyen de départ en retraite 65 ans

IV.2 Legs et autres libéralités

	2018	2017	2016
Legs / donations à recevoir	4 741 651	4 638 542	5 372 349
Legs en cours	495 454	257 164	655 171
Legs/donations soldés dans l'année	4 239 975	5 166 783	4 826 562
Libéralités reçues ou annoncées dans l'année	4 971 165	4 358 717	4 584 911

Le stock de libéralités à recevoir se compose des dossiers qui ont été notifiés et acceptés par le Conseil d'Administration mais pas encore réglés par les notaires.

Le stock de libéralités en cours se compose des dossiers en cours de traitement pour lesquels des règlements ou des versements ont été effectués. Les sommes déjà versées sont retirées des libéralités à recevoir.

Les libéralités soldées dans l'année sont celles qui sont enregistrées en produit (ressources) dans l'année.

La dernière ligne concerne les dossiers entrés en stock dans l'année, qu'ils aient ou non été soldés dans l'année.

IV.3 Contributions volontaires en nature

Une mesure de la contribution en temps du bénévolat a été faite en 2018 de la même manière qu'en 2017.

Nous avons été en mesure en interrogeant les délégations diocésaines d'estimer le nombre de bénévoles contribuant à nos activités dans les délégations diocésaines et en région, dans les instances (Comités et Commissions Nationales) et la contribution des bénévoles au siège du CCFD-Terre solidaire. En fonction des activités de ces bénévoles et en cohérence avec le CER, nous les avons affectés à l'une des 3 catégories suivantes ; Missions sociales (notamment Education au développement pour les bénévoles en Délégation), Collecte (traitement des mailings) et fonctionnement.

2018	Nombre de bénévoles	Jours*	Equivalent temps plein (ETP)**
Délégations Diocésaines	6 905	52 483	256
Instances Nationales	482	7 376	38
Bénévoles du siège	70	3 643	18
TOTAL	7 457	63 502	312

*8h = 1 jour

**1 temps plein = 205 jours

Cette action peut être également présentée par nature d'activités :

2018	Nombre de bénévoles	Jours*	Equivalent temps plein (ETP)
Missions sociales	7 399	60 436	294
Collecte	42	2 390	13
Fonctionnement	16	676	5
TOTAL	7 457	63 502	312

Selon un usage généralement répandu nous avons exclu de cette valorisation les temps consacrés aux Conseils d'Administration et aux Assemblées Générales

L'action du CCFD-Terre Solidaire en 2018 a donc été assurée par 7457 bénévoles représentant 312 équivalents temps plein et 172 salariés représentant 164 équivalents temps plein.

Comme en 2017 nous avons procédé à la valorisation financière de ce bénévolat. Pour cela, une méthode de valorisation à deux taux a été retenue :

L'ensemble des jours travaillés est partagé entre des Equivalents Temps Plein (ETP) de « responsabilité décisionnelle » (Equipes d'animations diocésaines et les bénévoles des instances nationales et des ETP « opérationnels ». Les ETP de « responsabilité décisionnelle » sont valorisés à 2 SMIC horaire brut chargé 2018 et les ETP « opérationnels » à 1 SMIC horaire brut chargé 2018.

2018	ETP de responsabilité décisionnelle	ETP Opérationnels	Equivalent temps plein (ETP)	Valorisation (K€)
Délégations Diocésaines	84	172	256	9 855
Instances Nationales	24	14	38	1 391
Bénévoles du siège	-	18	18	523
TOTAL	108	204	312	11 769

2018	ETP de responsabilité décisionnelle	ETP Opérationnels	Equivalent temps plein (ETP)	Valorisation (K€)
Missions sociales	106	188	294	11 189
Collecte	1	12	13	406
Fonctionnement	1	4	5	174
TOTAL	108	204	312	11 769

Sont valorisés le mécénat (cette année mécénat de compétence) et des dons en nature.

en K€	Générosité du public	Valorisation du bénévolat	Mécénat et dons en nature	Total	%
Missions sociales	23 235	11 189	2	34 426	77,3%
Frais d'appel à la générosité	6 443	406		6 849	15,4%
Frais de fonctionnement	3 093	174		3 267	7,3%
Total	32 771	11 769	2	44 542	100,0%

IV.4 Participation au Fonds d'Incitation au Développement (FID)

La participation du CCFD-Terre Solidaire au FID s'élève à 515 262€ à fin 2018, suite à l'impact d'une radiation pour 12 627€ et le versement de 1 074€ sur un prêt passé en pertes en 2017.

La participation du CCFD-Terre Solidaire au FID est provisionnée pour un montant de 513 088€.

V. Informations relatives au compte de résultat

V.1 Détail des autres achats et charges externes

	2018	2017
Etudes et sous-traitances	679 916	630 468
Eau gaz électricité	54 062	57 943
Frais divers de gestion	710 235	846 744
Locations Immobilières dont salle de réunion	355 156	353 812
Informatique maintenance et fournitures	427 689	484 745
Honoraires et honoraires d'avocat	1 387 055	1 281 450
Annonces et insertions	1 152 179	1 159 425
Catalogues et imprimés	1 442 472	1 366 669
Personnel Missions et déplacements	1 355 978	1 284 358
Affranchissements, Téléphone, fax et Internet	1 607 616	1 616 858
Total	9 172 356	9 082 471

V.2 Le résultat financier

€	2018	2017
Produits de participations	0	0
Produits d'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	85	1 784
Autres intérêts et produits assimilés	338 195	474 835
Différences positives de change		0
Reprises de provisions et transferts de charges	1 912	59 394
PRODUITS FINANCIERS	340 192	536 012
Dotations financières aux amortissements et provisions	389 154	11 626
Intérêts et charges de cession	67 977	14 466
Différences négatives de change	2 078	44
CHARGES FINANCIERES	459 209	26 136
RESULTAT FINANCIER	- 119 017	509 876

V.3 Le résultat exceptionnel

€	2018	2017
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	1 350	21 887
Produits exceptionnels sur opérations en capital		936
Produits exceptionnels sur exercices antérieurs	5 195	
Autres produits exceptionnels		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	6 545	22 823
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 431	1 486
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		958
Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs	34 610	
Dotations aux amortissements, dépréciations	5 000	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	41 040	2 444
RESULTAT EXCEPTIONNEL	- 34 495	20 379

VI. Compte d'Emploi des Ressources (CER)

VI.1 Format du CER

Le CER a été élaboré conformément au règlement CRC 2008-12 du 7 mai 2008 en vigueur pour les comptes ouverts à partir du 1/1/2009.

Son élaboration a été validée par étapes successives par le Conseil d'Administration du CCFD-Terre Solidaire au cours de l'année 2009. En 2018 les mêmes principes ont été appliqués

VI.2 Définitions

Détermination du périmètre de la générosité du public

La générosité du public concerne tout don effectué au CCFD-Terre Solidaire sans contrepartie. En font donc partie les dons manuels, dédiés ou non dédiés, les legs, les dons issus de souscriptions à des produits d'épargne solidaire. Toutes les autres sources de revenus du CCFD-Terre Solidaire (abonnements aux publications du CCFD-Terre Solidaire, vente de produits solidaires, produits financiers, etc.) ne font pas partie de la générosité du public.

Définition des missions sociales

Le Conseil d'Administration du CCFD-Terre Solidaire a reformulé et validé en mai 2009 la définition des missions sociales du CCFD-Terre Solidaire, et les dépenses qui doivent y être rattachées dans l'élaboration du CER. Le CER est donc cohérent avec ces définitions, et comprend, dans les postes de missions sociales, toutes les dépenses liées au partenariat international, à l'éducation au développement, au plaidoyer.

Rappel de la décision du CA du 15 mai 2009

« Le Conseil d'Administration du CCFD-Terre Solidaire définit comme correspondant aux missions sociales de l'association valorisées dans le Compte d'Emploi des Ressources (CER) :

- Toutes les actions directes visant l'appui des partenaires du CCFD - Terre Solidaire (par exemple, les subventions versées pour des initiatives, mais aussi la formation, les échanges, etc.),
- Toutes les actions indirectes qui permettent cet appui des partenaires (par exemple, le travail des chargés de mission et des secrétaires de la Direction du Partenariat International, les frais d'études et de sélection des initiatives, les frais de mission pour des visites aux partenaires, les frais d'évaluation des résultats obtenus, etc.),
- Toute forme d'appui apporté à une filiale qui soutient elle-même des partenaires, comme la SIDI,
- Toutes les actions directes d'éducation au développement (par exemple, la production d'outils à destination des jeunes, les activités de formation et d'animation menées par les membres du réseau et les salariés, l'envoi de bénévoles en voyage d'immersion, etc.),
- Toutes les actions indirectes qui permettent cette éducation au développement (par exemple, le travail des animateurs formateurs en région, la vente de produits à la Boutique Solidaire, etc.),
- Toutes les actions directes de plaidoyer, et tous les moyens indirects mis en œuvre pour permettre ce plaidoyer,
- Les actions mises en œuvre sous forme de grands événements (type Rencontre Nationale, Forum Social Mondial...) et correspondant à l'une ou l'autre des missions de partenariat ou d'éducation au développement.

Le reste des dépenses du CCFD-Terre Solidaire, concourant à la réalisation des missions, mais de manière plus indirecte (par exemple, le coût de la collecte des dons, les amortissements des immeubles...), n'est

pas inclus dans les missions sociales. En conséquence, la ventilation des dépenses correspondantes dans les différentes rubriques au Compte d'Emploi des Ressources correspondra aux directives ci-dessus. »

Les charges liées au partenariat international (financement des projets des partenaires, formation des partenaires, évaluations des projets, projets cofinancés, etc...) sont suivies par zone géographique correspondant à l'organigramme du CCFD–Terre Solidaire (Asie, Afrique, Amérique, Méditerranée, Europe, Migrants).

Dans le CER, elles figurent dans les « versements faits à d'autres organismes » puisque l'activité du CCFD–Terre Solidaire consiste à soutenir les projets de partenaires. Les frais liés à l'accompagnement des partenaires, i.e. les frais de personnel des salariés en charge de la relation partenariale, ainsi que leurs frais de mission, de traduction, etc... sont regroupés dans le poste « Actions réalisées directement ».

Par ailleurs, les méthodes employées précédemment ont été maintenues :

- les dépenses de la direction générale sont réparties par tiers sur chacune des 2 missions sociales et sur le fonctionnement,
- les dépenses de plaidoyer sont réparties sur chacune des deux missions sociales en fonction de leur poids respectif, soit 75% pour le partenariat international et 25% pour l'éducation au développement.

VI.3 Stock initial de générosité du public

En 2018, le stock initial de générosité du public est le résultat direct du calcul de 2017 du solde des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées en fin d'exercice.

VI.4 Affectation des ressources issues de la générosité du public aux emplois

Conformément à une décision du Conseil d'Administration (octobre 2009), les ressources issues de la générosité du public sont utilisées dans l'ordre de priorité suivant :

- i) la couverture des frais de recherche de fonds
- ii) le financement de toutes les missions sociales non couvertes par d'autres ressources déjà dédiées, comme les cofinancements, les subventions
- iii) la couverture des frais de communication
- iv) la couverture des frais de fonctionnement non couverts par d'autres ressources (abonnements, vente de produits solidaires, etc...)

La mise en œuvre des missions du CCFD–Terre Solidaire ne nécessitant pas d'acquisitions d'immobilisations, le mécanisme de retraitement de la part des acquisitions d'immobilisations brutes financées par la générosité du public ainsi que les dotations correspondantes n'a pas été utilisé dans l'élaboration du CER (montants T5 et T5bis).

Compte d'emploi des ressources 2018

EMPLOIS DE L'EXERCICE en k€	Réal 2017		Réal 2018		Emploi des ressources issues de la CP consommées en 2018	
	k€	%	k€	%	k€	%
I - MISSIONS SOCIALES	26 652	72,4%	27 914	70,9%	23 235	70,9%
I.1 Réalisées en France	7 430	17,8%	7 078	0,0%	6 100	18,6%
ECSI - Création pédagogique, formation, animation ECSI - événement spécial Achats de produits solidaires	7 128	0,0%	6 852	0,2%	6 100	0,0%
Versements à un organisme central ou à d'autres organismes	88	0,4%	73	0,4%	0	0,0%
Fondation	155	0,4%	153	0,4%	17 134	52,3%
I.2 Réalisées à l'étranger	19 221	13,1%	20 836	8,3%		
Versements à un organisme central ou à d'autres organismes	4 221	8,3%	5 058	6,9%		
Projets Afrique	3 335	6,9%	3 188	2,7%		
Projets Amérique	2 778	6,5%	2 650	2,7%		
Projets Asie	584	1,3%	505	1,3%		
Projets Europe	963	2,3%	1 024	2,7%		
Projets Migrants	1 816	4,6%	2 730	7,1%		
Projets Bas Méd	387	1,0%	300	0,8%		
Projets Mondial	417	1,1%	1 011	2,6%		
Autres projets toutes zones	1 244	3,2%	1 012	2,6%		
Subvention SIDI	3 477	8,7%	3 358	8,7%		
Accompagnement des partenaires	6 197	16,2%	6 443	16,7%	6 443	19,7%
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	6 197	16,2%	6 443	16,7%	6 443	19,7%
2.1 Frais d'appel à la générosité du public						
2.2 Frais de recherche des autres fonds privés						
2.3 Charges liées à la recherche de subventions et autres concours publics						
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	4 210	10,9%	4 193	10,9%	3 093	9,4%
Communication	43	0,3%	104	0,5%		
Fonctionnement	4 153	10,4%	4 019	10,4%		
Charges financières	15	0,2%	70	0,2%		
TOTAL EMPLOIS COURANTS	37 069	100,0%	38 550	100,0%	38 550	100,0%
charges exceptionnelles	2		36			
I - TOTAL DES EMPLOIS DE L'EXERCICE INSCRITS AU CR	37 069		38 586		32 771	100,0%
II - DOTATIONS AUX PROVISIONS	80		397			
III - ENGAGEMENTS A REALISER SUR RESSOURCES AFFECTEES	1 737		1 337			
IV - EXCEDENT DE RESSOURCES DE L'EXERCICE	887		-			
V - TOTAL GENERAL	39 764		40 320		32 771	
VII - TOTAL DES EMPLOIS FINANCES PAR LES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC					32 771	

RESSOURCES en k€	Réal 2017		Réal 2018		RESSOURCES collectées auprès du public et consommées en 2018
	k€	%	k€	%	
Report des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées en début d'exercice					
I - RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC	33 294	84,8%	32 473	84,8%	15 672
I.1 Dons et legs collectés	33 645	69,6%	32 073	69,6%	26 631
Dons manuels non affectés	27 751	3,1%	1 202	3,1%	1 202
Dons manuels affectés	747	10,9%	4 173	10,9%	4 173
Legs et autres libéralités non affectés	4 615	0,2%	67	0,2%	67
Legs et autres libéralités affectés	551				
I.2 Autres produits liés à l'appel à la CP	649	0,8%	400	0,8%	288
Dons épargne solidaire non affectés	244	0,3%	288	0,3%	112
Dons épargne solidaire affectés	406		112		
2 - AUTRES FONDS PRIVES	2 726		4 562		
Subventions	547	1,5%	575	1,5%	
Cofinancements	2 023	9,7%	3 701	9,7%	
Cofinancements - frais administratifs	156	0,7%	285	0,7%	
3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	1 488		1 247		
Abonnements et cotisations	132	0,3%	132	0,3%	
Vente de produits solidaires	110	0,2%	89	0,2%	
Transferts de charges	251	0,4%	157	0,4%	
Loyers	-	0,0%	-	0,0%	
Autres ressources	518	1,4%	552	1,4%	
Produits financiers	477	0,9%	338	0,9%	
Produits événement spécial	-	0,0%	-	0,0%	
TOTAL RESSOURCES COURANTES	38 509	100,0%	38 282	100,0%	
Ressources exceptionnelles	23		7		
I - TOTAL DES RESSOURCES DE L'EXERCICE INSCRITES AU CR	38 531		38 288		
II - REPRIS DE PROVISIONS	90		20		
III - REPORT DES RESSOURCES AFFECTEES NON UTILISEES DES EXERCICES ANTERIEURS	1 143		1 723		
IV - VARIATION DES FONDS DEBIES COLLECTES AUPRES DU PUBLIC	-		-		385
V - INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE L'EXERCICE	-		289		
VI - TOTAL GENERAL	39 764		40 320		32 858
VII - TOTAL DES EMPLOIS FINANCES PAR LES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC					32 771
SOLDE DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC NON AFFECTEES ET NON UTILISEES EN FIN D'EXERCICE					15 760

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	Réal 2017		Réal 2018		EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	
	k€	%	k€	%	k€	%
Bénévolat	12 027		11 769		12 027	
Prestations en nature	4		2		4	
Dons en nature	-		-		-	
Total	12 031		11 771		12 031	

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	Réal 2017		Réal 2018		EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	
	k€	%	k€	%	k€	%
Missions sociales	11 458		11 191		11 458	
Frais de recherche de fonds	430		406		430	
Frais de fonctionnement et autres charges	174		174		174	
Total	12 062		11 771		12 062	

VII. Filiales et participations

VII.1 Tableau des filiales et participations

Sociétés	Date de clôture	Capital	% du capital détenu	Capitaux propres	Quote-Part des capitaux propres détenus	Valeur brute des titres détenus	Valeur nette des titres détenus	Chiffre d'Affaires	Résultat net
Participation de 10 à 50%									
SIDI SCA	31/12/2018	26 842 136	9,27%	32 082 600	2 975 298	2 489 304	2 489 304	1 646 256	495 475
SIDI Gestion SAS	31/12/2018	37 000	64,86%	52 816	34 259	24 000	24 000	0	-1 508
Participations inférieures à 10%									
Sapie	31/03/2017	40 750	11,22%	28 418	3 189	4 573	4 573	151 534	-6 627
SolidarMonde	31/12/2018	1 343 952	2,23%	2 024 512	45 208	30 011	0	9 368 743	298 467
Karthala	31/12/2016	546 125	5,58%	1 035 855	57 814	30 481	30 481	885 294	9 159
Crédit Coopératif	31/12/2018		0,00%	NS	NS	3 064	3 064		

VII.2 La SIDI

Créée par le CCFD-Terre Solidaire en 1983, la SIDI (Solidarité Internationale pour le Développement et l'Investissement), spécialisée dans le développement de la microfinance au Sud et à l'Est, a été transformé en 2011 en société en commandite par actions à conseil de surveillance et comité de gérance.

Cette transformation avait pour but de permettre l'entrée au capital de nouveaux actionnaires institutionnels importants tout en garantissant le maintien des orientations de la SIDI.

La commandite, SIDI-gestion, comprend des actionnaires jusque-là membres du pacte d'actionnaires, le CCFD-Terre Solidaire, les sœurs Auxiliatrices.

Le CCFD-Terre Solidaire reste, jusqu'à aujourd'hui, l'actionnaire principal. Au 31/12/2018 il détenait 9,27% du capital.

Le CCFD-Terre Solidaire soutient la SIDI par son apport en capital mais également en prenant à sa charge une partie des coûts d'accompagnement des partenaires. Les dons provenant des Fonds de partage Faim et Développement sont intégralement affectés par le CCFD-Terre Solidaire à cette action. Les prestations prises en charge par le CCFD-Terre Solidaire se sont élevées en 2018 à 945 K€, charges incluses.

Le CCFD-Terre Solidaire soutient également la SIDI par sa participation au Fond d'Investissement pour le Développement (FID), Fonds de garantie permettant à la SIDI de ne pas provisionner dans sa comptabilité ses engagements à risque.

Au 31/12/2018 le CCFD-Terre Solidaire participe au FID pour un montant de 515 262 €.

- **Compte de résultat de la SIDI**

en euros	2018	2017	Variation
Produits d'exploitation <i>dont subvention CCFD</i>	1 646 256 945 314	1 870 977 1 118 969	-12% -16%
Charges d'exploitation <i>dont frais de personnel</i>	2 829 002 1 702 462	2 867 957 1 753 400	-1% -3%
Résultat d'exploitation	-1 182 746	-996 980	19%
Produits financiers Charges financières	2 863 006 1 409 786	2 093 940 1 622 869	37% -13%
Résultat financier	1 453 220	471 071	208%
Produits exceptionnels Charges exceptionnelles	228 430 3 430	0 0	
Résultat exceptionnel	225 000	0	
Impôts			
Résultat Net	495 474	-525 909	

- **Bilan de la SIDI**

ACTIF	BRUT	AMORTISSEMENT ET DEPRECIATIONS	31/12/2018	31/12/2017	PASSIF	31/12/2018	31/12/2017
ACTIF IMMOBILISE					CAPITAUX PROPRES		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					Capital	26 842 136	25 164 360
Logiciels	50 944	50 944	-	399	Réserves		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					Réserve légale	2 202 160	2 202 160
Installations, agencements	197 518	170 119	27 399	30 834	Autres réserves	2 542 829	3 068 739
Matériel de bureau et informatique	96 116	86 278	9 838	9 350	Résultat de l'exercice	495 475	525 909
IMMOBILISATIONS FINANCIERES					TOTAL CAPITAUX PROPRES	32 082 600	29 909 350
Participations	15 667 097	679 385	14 987 711	12 903 918	PROVISIONS		
Prêts	11 338 181		11 338 181	11 309 215	Provisions pour risques de change		133 833
Autres immobilisations financières	154 808		154 808	154 808	Autres provisions	215 737	171 668
Intérêts courus sur prêts	102 881		102 881	106 303	TOTAL PROVISIONS	215 737	305 501
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	27 607 546	986 727	26 620 819	24 514 828	DETTES		
ACTIF CIRCULANT					CCA - Actionnaires	4 132	5 008
CREANCES					Actionnaire - SIDI GESTION	10 000	10 000
Clients	111 658	7 609	104 049	103 131	CCA - FID	2 448 471	2 503 369
Cofinancements : AT FEFISOL	200 000		200 000	270 000	CCA - Personnes morales	873 502	873 502
Autre : Etat	38 025		38 025	106 148	CCA - Personnes physiques	334 736	334 736
Débiteurs divers	135 312		135 312	60 865	Emprunts (Billets à Ordre)	2 527 038	2 277 739
Valeurs mobilières de placement	10 870 757	186 620	10 684 137	10 319 859	Concours bancaires	959 590	1 347 782
Disponibilités	2 705 116		2 705 116	3 742 703	Sous-total Dettes à long terme	7 157 469	7 352 137
Caisse	7 721		7 721	6 529	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	79 852	74 392
COMPTES DE REGULARISATION					Dettes fiscales et sociales	443 599	597 594
Charges constatées d'avance	20 451		20 451	30 189	Investissements à réaliser en 2019	86 784	322 756
Ecart de conversion Actif	-		-	-	Autres dettes	168 504	30 583
TOTAL ACTIF CIRCULANT	14 089 040	194 229	13 894 812	14 639 423	Sous-total Dettes courantes	778 740	1 025 325
TOTAL ACTIF	41 696 586	1 180 955	40 515 631	39 154 251	COMPTES DE REGULARISATION		
					Produits constatés d'avance	281 085	561 939
					Ecart de conversion Passif	-	-
					TOTAL DETTES	8 217 294	8 939 400
					TOTAL PASSIF	40 515 631	39 154 251

VIII. Evénements post-clôture

La convention de partenariat conventionnelle entre l'AFD (Agence Française de Développement) et le CCFD-Terre Solidaire pour le projet TAPSA (Transition Agro-écologique Paysanne pour une Souveraineté Alimentaire) a été signée le 6 mars 2019.

Le financement de l'AFD s'élève au total à 7 200K€, sur un total de dépenses prévisionnelles de 11 762K€ et se répartit en 2 tranches de 2 ans (avril 2018-mars 2022).

